

Josiane Dragoni

19 mars 2014

Première partie - Le moment Allègre

Pour l'instant, j'ai travaillé essentiellement à partir de la presse et de l'US, en établissant une chronologie.

La chronologie je ne l'ai pas en tête comme ça. Mais ce serait intéressant de confronter ma mémoire et la chronologie d'ailleurs.

C'est redoutable effectivement... Mais maintenant, j'ai révisé. Et j'ai constaté ne pas avoir eu ces souvenirs très précis effectivement. Soit donc les différentes phases que j'ai trouvées. Dès son arrivée, en mai 97. Et pour le SNES, dès la domination, c'est la douche froide, car le SNES connaît déjà le personnage.

Et je crois même que Monique avait fait une déclaration publique, ou plus ou moins publique, très désagréable vis-à-vis d'Allègre ce qui avait été déjà un premier casus belli.

Cela commence tout de suite, dès la rentrée 97. Aide-mémoire : les attaques, contre les enseignants et le SNES en particulier, se font à partir des axes suivants : le lycée, l'absentéisme, le mouvement sur fond de gel de l'emploi public et des emplois jeunes, pour aller vite. Ce qui entraîne des réactions du SNES immédiates.

Si ajoutent des attaques personnelles contre Monique, assez odieuses d'ailleurs sur sa relation avec Bayrou, etc.

Le SNES réagit, en défense donc en novembre et décembre. En janvier, de janvier à juin 98, il s'agit de la consultation sur les lycées et de tout le processus lycée. Avec le premier degré en parallèle, se mènent des négociations, sur l'intégration des instituteurs dans le corps des professeurs d'école. Il y a aussi la grève du 93. Ensuite, on arrive à la rentrée 98, avec la question du report de la grève. Et aussi, la mobilisation sur les heures supplémentaires, surtout dans les CPGE. Et donc les difficultés internes à la FSU.

Le congrès de la FSU sauf erreur de ma part, c'est là ?

En décembre 97. Et en parallèle, le mouvement lycéen, puis en décembre, la tentative de « compromis » SNES- Allègre (la double page dans Le Journal du Dimanche etc.). Ensuite la période de janvier - juillet 99 voit une montée très forte des mobilisations, sous des formes différentes : coordinations de la région parisienne, en Seine Saint-Denis d'une part, et d'autre part, dans un certain nombre de lycées plutôt hauts de gamme de Paris.

Prépa. Oui. C'est l'époque, sauf erreur de ma part, où le SNES va se retrouver avec le SNALC. Enfin c'était le débat républicains contre pédagogues. Et avec un appel, je crois qui venait de Louis-le-Grand ou d'Henri IV.

Le manifeste unitaire effectivement. Voilà. Et donc un mouvement très fort en mars 99, où il y a le premier degré mais sur des questions de carte scolaire. Et ce gros problème pour la FSU, pour laquelle le SNES semble s'allier avec le SNALC. C'est en mars qu'a lieu la démission de Deschamps. Ensuite, les élections professionnelles en décembre 99. Et enfin, en 2000, une véritable insurrection éclate, et c'est le départ d'Allègre.

Avec il me semble, si mon souvenir est bon, les profs de LP qui se mettent dans la partie, avec la recherche d'un accord avec le SNETAA. Mais l'ensemble des autres syndicats qui sont contre cet accord et qui mobilisent contre cet accord.

Enfin, il y a le Gard en même temps.

Ah oui ! il y a aussi le Gard, tu as raison.

A la fin de l'année scolaire 99, le SNES à une nouvelle direction à six, puisque Monique est devenue co-secrétaire générale de la FSU. Donc le Gard, il y a eu les immenses manifestations en mars 2000. Puis le remaniement ministériel... Bon ça c'est un rappel, car il faut resituer, le Gard, la Seine-Saint-Denis, etc. En fait, il y a trois mouvements parallèles en quelque sorte : la Seine-Saint-Denis, le mouvement lycéen et le mouvement dans le Gard.

Alors maintenant sur l'analyse : attaque du second degré ? contre le SNES ? Une véritable orientation politique, non pas d'Allègre mais du PS, avec l'idée de réformer profondément l'État, et donc l'Education... Selon les principes du new management, avec en particulier la déconcentration du mouvement.

De ce point de vue, il y a quelque chose qu'il faudrait que tu regardes et que je n'ai plus en tête. Mais j'avais participé à une commission du Plan¹ avec Bernard Cieutat dont le rapporteur était Nicolas Tenzer, un énarque proche du PS. Je l'ai retrouvé ultérieurement dans les gens proches de Strauss-Kahn. C'était un rapport sur l'emploi public, sur la gestion de l'emploi public. Je crois que c'est dans cette période. C'était avant que je sois secrétaire général de la FSU. Donc c'est dans ce rapport qu'on trouve la première fois l'idée du un sur deux : supprimer un poste... En gros avec l'idée, il va y avoir des départs à la retraite massifs. On peut faire quelques milliards d'économies. C'était chiffré. Si on ne recrute que un sur deux. Et il y avait autour de ça, tout un discours sur la gestion des ressources humaines, management etc. Tout le classique qu'on connaît. Je n'ai plus en tête la période, mais c'est dans ces eaux-là.

Mon hypothèse, qu'il faudra soumettre à la réalité historique... La France refuse très longtemps de fait une réforme de l'État au sens anglo-saxon (force du service public, de la haute fonction publique, de fait qui refuse les éléments les plus managériaux de type anglo-saxon), jusqu'à ce qu'il y ait un renversement, que tous ceux qui ont étudié la réforme de l'État situent après 95. Je formule l'hypothèse qu'Allègre n'est qu'un des éléments de cette politique générale, qui, pour moi, a deux origines. D'une part, l'origine économique libérale... Cf alors le rôle de Strauss-Kahn dans le gouvernement, le gel de l'emploi public etc. Et la deuxième : le fait que le new management ne concerne pas seulement la gestion de ressources humaines, mais également les formes de l'État... Cf toutes les théories du local, des agences etc. qui se mettent en place.

Ça, s'est construit en 89, avec le rapport de Closets², déjà celui du Plan... puis la circulaire Rocard. Mais effectivement, ça a mis du temps... À imprégner. Et c'est vrai qu'à un moment donné, ça bascule. Je me rappelle dans cette commission au plan ; il y avait Anne-Marie Leroy, qui avait été directeur de cabinet de Chevènement³, qui était Conseillère d'État, enfin haute-fonctionnaire, venant nous expliquer, le New management tel que fonctionnant en Australie, en Nouvelle-Zélande... Je pense qu'il y a ça. Mais je pense qu'il y a une dimension personnelle Allègre, et une partie du PS vis-à-vis du SNES, et vis-à-vis du second degré. En gros, tu regardes encore le rapport de Terra Nova, tu retrouves ça c'est extraordinaire, la pérennité de cette haine du SNES qu'on retrouve chez un certain nombre de hauts fonctionnaires de l'Education de l'époque. Je pense à quelqu'un comme Bernard Toulemonde, Aubin, toute une série de

¹ Cf en annexe article du Monde (24 mars 2000) rendant compte du contenu du rapport.

² Cf en annexe, l'article du Monde, rendant compte du rapport.

³ Elle a rejoint le Cabinet Jospin en 2000.

gens. Et toujours cette idée que l'ennemi, c'est en fait le prof de second degré, et le prof de second degré symbolisé par le SNES.

Excuse-moi Toulemonde, Prost dans son dernier bouquin là, dit qu'il a démissionné finalement de sa position de DEGESCO?

Oui. Mais je ne sais plus à quel moment ?

Un peu vers la fin. Mais par désaccord avec Allègre dit-il. Ça te rappelle quelque chose ça ?

Non ça ne me rappelle pas. Enfin je me rappelle la démission de Boissinot, qui a été viré par Allègre, parce qu'il lui avait fait porter le chapeau du mouvement en Seine-Saint-Denis. C'était : on m'avait mal informé. Mes services m'avaient mal informé. Donc je veux dire Allègre était, et est toujours un personnage odieux en tant qu'individu. Et de ce point de vue, je pense qu'il y a eu comme à d'autres époques, (de Robien, Chatel...) Il y a eu une démoralisation complète de la haute fonction publique de l'Education, même proche politiquement. Donc, je ne me souviens pas spécialement de la démission de Toulemonde et de ses raisons. Mais Allègre était quelqu'un d'insupportable. Mais alors une anecdote que m'a racontée Nicole Geneix, alors je ne sais pas jusqu'à quel point c'est vrai. Je ne sais pas jusqu'à quel point on peut en faire état... C'était une conversation, j'allais dire amicale. Elle me disait que de temps en temps, Allègre le soir, l'appelait pour lui parler de sa mère qui était institutrice, et des vertus de sa mère institutrice. Les mauvaises langues disent que son père qui l'avait abandonné, était prof du second degré. Donc, il y a vaguement de l'œdipe là-dessus. Mais Allègre avait un compte personnel à régler, et un compte avec Monique. C'est une évidence. Mais plus globalement avec le SNES. Et ce compte ça renvoyait à l'époque où Jospin était ministre et où était conseiller, et où le PS avait échoué à mettre en œuvre ce qui était l'accord entre la FEN et le PS. Et Allègre était dans cette affaire. Et il a pensé que c'était le moment de la revanche. Et ça, ça allait avec globalement la réforme... Enfin tout ce qui se passait sur la gestion de la fonction publique. Donc il y a un cadre général, mais il y a aussi un cadre particulier Education Nationale avec une volonté d'Allègre, soutenue par... largement dans le PS, ou du moins au début. Je pense qu'il devait avoir l'accord de Jospin, parce que voilà de dire : on va casser le second degré et l'instrument du second degré qui est le SNES. Renoncer enfin à la bivalence au PEGC etc. ce dont étaient porteurs un certain nombre de hauts fonctionnaires. Et je pense que ce n'était plus possible, le coup était joué, avec notamment le recrutement des instituteurs, enfin les profs des écoles à la licence, tout ça n'avait strictement aucun sens. Mais il y a eu cette volonté. En même temps, il faut aussi l'avoir en tête, il y a eu l'épisode des emplois jeunes. C'est un sujet sur lequel Allègre a voulu être exemplaire, et s'est investi fortement personnellement. Moi je l'ai vu présider des réunions sur les emplois jeunes. Et il y avait des chargés de mission au début... Mais je me rappelle, le premier chargé de

mission, ça devait être Jean-Cyril Spinetta, qui ensuite était président d'Air France, enfin un haut commis de l'État, venu d'Air Inter, qui existait encore à l'époque. Donc, sur les emplois jeunes, comme il voulait que ça réussisse, il a négocié. Et il a négocié avec nous aussi. C'est très paradoxal. Alors, je me souviens au congrès de Toulouse à la FSU, il y a eu un gros débat, pour savoir si on acceptait sous un certain nombre de conditions les emplois jeunes. Il est tout à fait remarquable que dans une organisation comme la FSU, on ait réussi à avoir les 70 % nécessaires pour répondre oui.

Je crois me souvenir que pour le SNES, il y avait eu des débats forcément en interne mais qu'en gros...

C'était plus au SNU que ça posait problème. Plus l'Ecole Emancipée, plus tous les non-enseignants qui voyaient la concurrence, en disant : c'est des précaires qui vont prendre nos places. Mais donc, on a eu un vrai suivi. Enfin des contacts très positifs sur ce dossier. On a obtenu plein de choses. Donc, c'est assez paradoxal, volonté de briser, et évidemment de faire un coin dans la FSU entre le premier degré et le second degré. Là avec tout cet a priori qu'on retrouve encore une fois je te dis dans Terra Nova et autres. Les bons c'est le premier degré aussi c'est les pédagogues. Les mauvais, c'est l'attachement disciplinaire, le mouvement national etc. etc. C'est tout ça qu'il faut casser. Et en même temps, recherche de compromis... Et avec des choses que Allègre a été totalement incapable de gérer. Je pense notamment aux mouvements de Seine Saint Denis. Je crois que ça a été un échec cuisant pour lui, et une démonstration de son incapacité à traiter les problèmes.

Et le mouvement lycéen pareil ?

Le mouvement lycéen aussi. Et ce sur quoi il a chuté à la fin, sur les LP. Et je pense qu'il concevait tout en termes de rapports de forces entre organisations ou avec des organisations, en oubliant le terrain, les gens... Voilà. Il a suscité alors une haine chez les collègues. Et c'est très frappant, il l'a suscitée, alors qu'il essayait de séparer le second degré et premier degré. Et même dans le second degré, il isolait, le second degré classique moderne, technique, du SNES. Il l'a suscitée dans l'ensemble de la profession. Il a voulu diviser. Il a rassemblé contre lui. Globalement, c'est comme ça. Il n'en reste pas moins que la déconcentration par exemple, elle est passée. Et elle n'a jamais été remise en cause.

Alors, on peut prendre cet aspect-là. Donc de fait, par rapport à ces premiers projets... il y a eu un projet de déconcentration, où toute règle, en gros disparaissait en donnant tout pouvoir au chef d'établissement pour gérer le recrutement et les carrières. En tout cas, ce sont des déclarations qu'il a faites à plusieurs reprises, et qui sont dénoncées par le SNES.

Oui.

À l'arrivée, c'est certes un mouvement qui est déconcentré mais...

Mais pendant un temps, il y a des règles nationales.

Mais où le SNES a réussi à régler les choses de telle façon à ce que, malgré quelques aggravations dues à la nature de la déconcentration...

C'est après que ça s'est dégradé.

Les règles subsistent. Inversement, pour réflexion, voilà ce que j'ai entendu à un stage du SNES l'année dernière ici, il y avait Monique, Pierre etc. Un jeune de Toulouse a expliqué : je suis arrivé dans la profession après Allègre, et en gros, dit-il, je trouve que Allègre a gagné pour partie au moins... parce que le mouvement déconcentré a profondément nuit à l'organisation syndicale. J'ai développé cette idée : il a complètement échoué quant à une nouvelle gestion des ressources humaines puisque le SNES a réussi à l'empêcher. Mais inversement, la déconcentration a profondément nuit à l'organisation syndicale SNES, qui a dû consacrer beaucoup de temps au mouvement.... Et ça, c'est un vrai problème sur le plan syndical.

Deux choses. Les déclarations... Je ne suis pas convaincu qu'une déréglementation totale était possible dans le cadre d'une gestion de masse. Les gens qui réfléchissent sur ces questions-là aujourd'hui souvent disent : le problème n'est pas de déréglementer pour tout le monde. Le problème est de déréglementer là où c'est utile, pour peser. Et malheureusement, je dois dire que quand je regarde l'état où on en est aujourd'hui, de ce point de vue, c'est gagné. Donc, je ne crois pas que la menace d'une déconcentration réelle, d'une déconcentration totale était réelle. Je pense qu'il voulait aller plus avant, et notamment en donnant vraiment le pouvoir au recteur... Et ce qu'a gagné le SNES, c'est un encadrement national pendant un temps. Mais effectivement, quand on regarde le fonctionnement des S3, il y a un vrai problème de temps consacré à la gestion, au détriment de la politique.

Il y avait divergences dans la gestion ?

Oui. Alors, un, je ne suis pas convaincu que ce soit automatique. Je veux dire par là que c'est aussi nos faiblesses. C'est aussi le refus des S3 d'une forme de convergence. Ce que je sais du SNES, ce que j'ai vécu au SNES, c'est que les S3 ont toujours été très puissants dans le SNES. Et ils ont toujours eu une forme d'autonomie politique importante. Et je me rappelle quand j'étais tout jeune, la CA, c'était comme des grands barons des S3. Alors, c'est amusant parce que tu avais des gens... Il y avait Renault d'Amiens. Ça faisait très... Prince... Il y avait Ménabé de Dijon. Et Antonini de Montpellier, voilà. Et Jean Reynaud Marseille. Donc, il y avait déjà selon moi, des germes d'une forme d'éclatement, parce que politiquement, je ne suis pas sûr qu'il y avait tant d'unité que ça. Enfin, je veux dire les S3 toujours eu

une autonomie politique. Et je pense que la déconcentration a de fait renforcé cette autonomie. Alors qu'il aurait fallu au contraire la réduire pour contrer la politique gouvernementale. Mais il y a des questions sur lesquelles il n'y a jamais eu d'accord total dans le SNES. Et par exemple, sur la question des commissions paritaires, comment est-ce qu'on répond aux syndiqués et à l'ensemble des collègues ? Il n'y a jamais eu d'accord. Et donc, à partir du moment où préalablement à ça, tu n'as jamais eu d'accord politique, une fois que chacun a le pouvoir, et que l'interlocuteur est le recteur, il n'y a pas de raison que ça s'améliore. Encore une fois, je suis d'accord sur le fait que ça a modifié, que ça a déséquilibré le fonctionnement du SNES. Mais je pense que ce n'était pas inéluctable, et que de fait, c'était déjà en germe dans une tradition du SNES. Donc, je suis à la fois d'accord, et je nuance.

OK. Sur un autre point : entre le premier degré et le second degré. Ce qui est évident dès le départ, et qui se met véritablement en route dès 1998, par les négociations qui s'ouvrent, à juste titre par ailleurs... sur l'intégration des instits dans le corps des PE, mais... dont Allègre a joué...

Oui il a joué, mais enfin il faut voir pourquoi ça a existé. En gros, de fait, il y a deux cultures professionnelles très différentes. Et les deux syndicats SNES et SNUipp, sont héritiers, porteurs de ces différences culturelles. Donc ensuite, ça dépend de la volonté de les dépasser ou pas.

Et ... il y a un élément qui me semble avoir joué, un élément psychologique, je ne sais pas si je peux employer ce terme. Le SNU, à ses débuts, est une réussite comme le mouvement syndical en a rarement connu, parce que, qu'est-ce qui a fait le succès de la FSU ? C'est deux choses. 1) le SNES résiste, et même se renforce légèrement. 2) le SNUipp perce de manière significative, dès la première élection professionnelle et gagne la majorité relative, puis absolue en 2 ou 3 élections professionnelles. Et donc il y a eu assez vite dans les dirigeants du SNU, la volonté d'être reconnus pour ce qu'ils étaient. Et je pense que du côté du SNES, quelques-uns, par exemple du côté de Monique, on a donné, à tort ou à raison, l'impression qu'on était le grand frère. Qu'on avait raison. Et ça, ça a marqué.

Je te raconte une anecdote qui l'illustre. Pourquoi est-ce que j'ai été élu secrétaire général de la FSU ? Il y a plusieurs raisons, mais il y en a une qui est déterminante selon moi. 1) Il se trouve que je me suis trouvé un peu à l'écart de la direction du SNES, parce que j'étais responsable du secteur situation des personnels de la FSU. Enfin, j'étais un peu à l'écart ... j'étais toujours au secrétariat etc. ; mais à un moment donné, la quantité de travail s'est portée vers la FSU plus que vers le SNES, et donc, j'ai eu à traiter de dossiers transversaux. Ce qui m'a donné une image fédérale, plus que syndicat national. Ça me conduit déjà presque à la problématique fédérale, syndicat national. Donc j'ai été perçu par beaucoup comme plutôt fédéral. Et ça, c'est important notamment pour tous les petits syndicats. 2) Les

gens du SNU l'ont dit ensuite. Eliane m'a rapporté qu'il y a eu au dernier congrès du SNU, c'était les 20 ans du SNU, et il y a eu un débat avec tous les anciens secrétaires généraux. Et il paraît que Daniel Lebret l'a dit et redit. Il se trouve que dans des réunions, ou au moins dans une réunion Unité Action, j'avais dû tenir des propos qui étaient du type... : on est une fédération de syndicats nationaux. Il n'y a pas un syndicat national qui est plus légitime que les autres. Et on ne peut ne pas être d'accord avec la position du SNU, il n'empêche que, quand le SNU dit quelque chose, c'est le reflet de ce qu'est la profession. Et il faut le respecter comme tel. Enfin, c'était à peu près l'idée. Et quand je l'avais dit, ce n'était pas une période où la question de l'élection du secrétaire général se posait. Et ça, le SNU, enfin les dirigeants du SNU, l'ont considéré comme positif. Et je pense que c'est parce que... ils avaient l'impression que le SNES se sentait ou se jouait supérieur aux autres. Et ça les étonnait heureusement que quelqu'un du SNES dise : mais vous êtes égaux. Et ça, je pense que ça a joué dans le débat. Par ailleurs, dans le SNES, il y a toujours eu un vrai débat pas très bien tranché sur la formation des enseignants de premier degré. La position officielle, c'était l'unification. Mais il y a toujours eu dans une partie du SNES la crainte que l'unification ne soit néfaste au second degré, et ralentisse la revalorisation du second degré. C'est comme ça que je suis devenu secrétaire national du SNES, parce que Françoise Regnaut, en 78-79, on avait décidé de porter le niveau de recrutement des enseignants des instits au DEUG. Il y avait eu un gros débat dans le secrétariat du SNES, entre deux courants. Un qui était porté par Alaphilippe, qui était : politiquement, c'est bien. Et un autre qui était porté, je dirais, par le secteur corpo du SNES, Françoise Regnaut, Dellinger, Edouard Patard etc. qui était : c'est un danger pour le second degré. Et c'est Alaphilippe qui a gagné. Et Françoise Regnaut avait démissionné de sa responsabilité de secrétaire nationale en charge de la formation des maîtres.

Sur ça ou sur...

Sur ça. Et elle est quand même restée au secrétariat national, mais sur d'autres dossiers. Et c'est là-dessus qu'on est venu me chercher, parce que j'étais au secteur formation des maîtres, que j'étais jeune, et que je pense que chacun pensait qu'il pourrait me manipuler. Ce qui fait que j'ai passé quelques années très inconfortables...

Et là tu étais quoi exactement alors ? Secrétaire national ?

Je bossais avec Françoise Regnaut. Je venais de sortir de l'ENS. Et je bossais sur les pré-recrutés (IPES), travail corpo, et j'avais été élu à la CAPN des agrégés. Et je suis devenu secrétaire national, chargé du dossier formation des maîtres, c'est en 78. Oui, c'est ça. Et sur cette base voilà. Donc il y a ce vieux débat. Et il faut se rappeler que, quand on crée le corps des professeurs des écoles, Pierre Toussanel, vote

contre au conseil supérieur de la fonction publique. Pierre Toussanel, dans la délégation de la FEN vote contre, alors que c'est une délégation fédérale, ce qui fait que le SNES a été vidé de la délégation fédérale.

Donc en 89 ou 90 ?

89, 90, voilà enfin juste après. Enfin au moment où voilà... Ça doit être dans l'US. Et en fait je pense qu'il y a une forme d'ambiguïté. Alors le SNES vote contre pour une bonne raison, si leur manière dont s'est fait etc., mais il n'est pas très chaud pour que les PE rejoignent les certifiés comme ça, avec la crainte que ça ralentisse la revalorisation des certifiés. Mais ça se fait sans trop de problèmes parce qu'en même temps, on est dans la dynamique de 89. Et puis, il y a les accords Durafour dont on a largement bénéficié. Et à ce moment, il y a l'intégration des AE. Enfin, il y a un grand mouvement. Mais il y a cette réserve. Alors la chance, si on peut dire, c'est que les instits n'en veulent pas pour d'autres raisons. Et Unité Action SNI-PEGC puis SNU va se forger sur la bataille contre ça. Mais c'est sur une bataille que le SNES avait bien du mal à soutenir et à comprendre, et qui est une bataille : tous PE le plus vite possible. Le SNES n'a jamais rien dit, officiellement contre. Mais je crois que ce n'était pas le grand enthousiasme par rapport à cette revendication. Donc cette opposition, elle n'est pas créée artificiellement. Allègre souffle sur les braises. Il essaye de mettre le doigt où ça fait mal, mais il y a des éléments de contradiction, voire de cultures professionnelles différentes etc. et ça se retrouve encore. Enfin, ça perdure sur un certain nombre de choses. Ce n'est pas pour rien que le dossier le plus conflictuel dans la FSU aujourd'hui, un des dossiers le plus conflictuel, plus que la question de l'école du socle, c'est la question de la formation et de la place du concours.

Cela étant, c'est la même question.

Ça va avec. Et ça renvoie à la question du collège et de quels enseignants, oui, bien sûr.

Pour en revenir sur le premier degré, je partage ce que tu dis. Mais je crois qu'à un moment donné... Je ne sais pas si le SNES donnait ou pas des leçons...

Je ne sais pas s'il en donnait, il était perçu comme en donnant, ce qui n'est pas la même chose.

Mais, en tout état de cause, il est presque normalement constitutif, qu'une organisation qui naît, qui se développe etc. ait forcément envie de voler de ses propres ailes. Et donc invente des processus ou crée des processus pour voler de ses propres ailes ... des processus qui grippent, ou qui affrontent. Le problème, c'est que là, avec l'opération Allègre, on est probablement dans ce processus-là, mais à une puissance très importante, puisque, en face, il y a à l'évidence une manœuvre politique. Est-ce qu'une partie de la direction du SNU, a fonctionné là-dedans ? Alors,

je suis certainement très marquée par mes relations avec Quintard à l'époque, il n'était pas seul.

Qu'en est- il de Le Bret ?

Alors Le Bret, il est parti très vite, juste après que Michel Deschamps a quitté...

Oui, en fait, il a démissionné l'année suivante.

Que la direction, ou une partie de la direction du SNU était tentée par ces sirènes, me paraît de l'ordre du vraisemblable. Mais en même temps, il ne faut pas oublier que dans la direction, il y avait l'Ecole Emancipée. École Emancipée était politiquement moins... Enfin Danièle Czal était sans aucun doute moins sensible à ça que d'autres.

Elle est restée jusqu'à quand ?

Oui, ben, en tout cas, moi je l'ai connue.

Elle était là au moment de la période Allègre.

Oui. Je me souviens avoir accompagné une fois une délégation du SNU au cabinet, et je pense que globalement, ils étaient assez intelligents pour voir le danger. Je ne parle pas de Laurent. Je ne suis pas sûr qu'il l'ait été. Je pense à d'autres, même Nicole, enfin Nicole Geneix, elle était assez intelligente pour ne pas franchir la ligne.

Pour ne pas faire exploser la fédération tu veux dire ?

Voilà. Et ça, de fait la fédération a résisté. Mais Allègre a aussi joué Michel Deschamps, contre le SNES en partie. Et il a joué le SNETAA. Il ne faut pas oublier, à cette époque le troisième larron, le troisième terme, le SNETAA ... Il est dans la FSU, mais il a toujours une volonté d'autonomie. Et une partie de la construction statutaire de la FSU est liée à la volonté du SNETAA de garder sa liberté.

Dès la rentrée 97, déclaration du SNETAA : il suspend sa participation aux instances le 11 septembre. C'est-à-dire que ça vient immédiatement... Peut-être on parlera du SNETAA après. Deschamps alors ? Dont Pierre Toussnel dit qu'il a écrit une tribune , à laquelle le SNES s'est opposé.

Enfin, dans mon souvenir, ce n'était pas aussi net que ça.

C'est au moment du 10 septembre 98 c'est bien ça ? Au moment du report de la grève ? Pierre parle d'un véritable projet syndical de Michel Deschamps.

Je ne suis pas convaincu mais...

Attends. Donc je recherchais cet article sur le site du Monde. Impossible de le retrouver... J'ai donc cherché dans la revue de presse du SNES, aux archives de l'IRHSES. Je n'ai pas trouvé non plus.

En fait, le conflit avec Michel Deschamps, c'était plutôt lié au rôle de la fédération par rapport aux syndicats nationaux. Michel voulait plus affirmer la fédération, vis-à-vis des syndicats nationaux. C'était une question d'équilibre. Enfin, d'équilibre entre la fédération et les syndicats nationaux. Il tirait un peu dans un sens. Il était entouré. Il y avait une équipe de gens, pas tous, puisque moi j'étais dans cette équipe, qui était plutôt tenté par ça. Louis Weber, je pense d'une certaine manière qu'il jouait un rôle important.

Donc il y avait toi, il y avait François, je la vois comme ça cette équipe ? Pierre ?

Des gens qui étaient, dans les secteurs, ou qui exerçaient des responsabilités fédérales. Il y avait Louis Weber (international plus droits et les libertés). François Bouillon pour le secteur éducation. Il y avait un secteur situation des personnels. Avec moi et Michel Veylit à un moment donné. Puis ça a été moi et Gilbert Castelli, qui était du SNU. Michel était du SNU mais il était PEGC. Donc tu vois, Michel faisait partie de ceux qui effectivement avaient une tentation de pousser la fédération. Étant PEGC, il était du SNU, mais il était en décalage par rapport au SNU ; le SNU ne s'est jamais vraiment intéressé aux PEGC. Enfin c'était un truc qu'ils ont traîné ... Donc, il n'avait pas d'espace, ce qui pousse à avoir un espace fédéral. Quand j'étais secrétaire général, j'ai pu avoir un espace. Et pourquoi est-ce que j'ai eu un espace ? Parce que 1) j'étais au SNES, et j'avais la confiance du SNES. Et 2) j'avais aussi la confiance du SNUipp. Et j'ai toujours veillé à associer étroitement les deux syndicats. Michel Deschamps n'a pas joué comme ça, pour des tas de raisons, et y compris sans doute parce que, en termes pédagogiques... Il vient de l'enseignement agricole, il n'a pas a priori une formation universitaire. Et donc l'image... le SNES, c'est des réacs en pédagogie, pour faire vite. Il l'avait, et je pense qu'il l'a toujours. Mais il faut bien voir que le SNES avait cette image pas seulement chez les gens de la FEN ou du PS. Ce n'est pas totalement injustifié sur un certain nombre de point.

Voilà, je pense que 1) Michel voulait se créer un espace fédéral, mais il voulait se le créer en ne s'appuyant pas sur le SNES, et en ne s'appuyant peut-être pas sur le SNU. Ou en s'appuyant peut-être plus sur Daniel Le Bret, ce qui faisait qu'à un moment donné, ça basculait... Il le faisait contre le SNES. C'est ça qui a fait le conflit. C'est pour ça qu'il est parti : parce que c'était intenable, et qu'il avait une porte de sortie en même temps.

Le SNETAA alors ?

Le SNETAA, dès le début, a joué cavalier seul, avec plus ou moins par moments, la recherche d'alliés plutôt du côté du SNES, pour deux raisons. 1) C'était le second degré. 2) le SNES lui apparaissait comme beaucoup plus défenseur de la liberté des syndicats nationaux que d'autres. L'ennemi premier, c'était l'Ecole Emancipée pour lui. Et c'était les tendances. Enfin, l'ennemi c'était UA, mais le SNES n'était pas nécessairement l'ennemi. Mais, en même temps, il y avait sans cesse peur que le SNES se mette à syndiquer les profs de LP. Il naviguait là-dedans, avec un fonctionnement clanique, autoritariste, quasi-mafieux, par moments. Donc à un moment donné, Allègre a voulu jouer les profs de LP. La grande idée du SNETAA a toujours été : on va assurer la reconnaissance des profs de LP, par une revalorisation qui les aligne bien sur les certifiés et les agrégés, et y compris en revalorisant les LP, en en faisant quasiment l'équivalent des lycées. Il y avait une grande demande du SNETAA qui était d'avoir des BTS en LP. Et à un moment donné, le SNETAA, il a pensé qu'il pouvait jouer ça avec Allègre en échange d'une annualisation du temps de travail globalement. Et là, c'était mal calculer : parce que ça marchait pour les profs du professionnel, qui étaient le cœur du SNETAA, mais ça sacrifiait les profs généraux.

En fait parce que le professionnel obtenait en même temps une diminution de son temps de travail ?

Je crois, mais surtout le professionnel était déjà dans un système proche du globalisé. De fait, le fonctionnement de l'enseignement professionnel, tu es dans un atelier ; ce n'est pas comme faire un cours, comment dire, présentiel.

Et les horaires qui ont été abaissés...

C'était pour les professionnels, tandis que les autres ne gagnaient rien. Mais les professionnels y gagnaient. Et la perte n'était pas une vraie perte, parce que c'était déjà dans leur fonctionnement, il y avait des formes de globalisation. Donc ce qui est très frappant dans cette affaire, c'est que les syndicats qui se sont battus contre, ce n'était pas seulement la CGT c'était aussi l'UNSA.

L'UNSA aussi ?

Oui. Moi je me rappelle, je ne sais plus en quelle année, il y a une manifestation des PLP et le SNES m'avait envoyé saluer la manifestation en soutien.

Dans la chronologie, je situe ça en 2000 ?

Oui, ça doit être ça, vers la fin. Et je me souviens très bien, j'avais été accueilli chaleureusement par les dirigeants du SE, Hervé Baro... C'était assez cocasse. Donc le SNETAA, enfin Pabot, avait je pense mal perçu y compris l'évolution de la profession qu'il représentait. Je pense qu'il était devenu trop

bureaucrate. Et comme Allègre il fonctionnait en termes d'organisations, de compromis d'organisation, en oubliant la réalité du terrain.

Avec le SNEP, ça s'est passé sans problème ?

Je n'ai pas souvenir de problème avec le SNEP. Alors une constante avec le SNEP qui se plaint souvent d'être mis devant le fait accompli par le SNES. Mais les problèmes avec le SNEP sont venus plus tard. Ils sont venus au moment de l'élargissement de la FSU au congrès de Perpignan.

Alors Unité Action à cette époque-là... Dans mon souvenir, ça n'existait pas ?

A l'époque ça n'a jamais vraiment existé, du moins comme existaient les autres tendances. En gros, une réunion Unité Action fédérale, c'est une réunion en fait pour ajuster entre les divers Unité Action des syndicats. Ce n'est rien d'autre. Et on ne vote même pas à la majorité dans Unité Action fédérale, puisque Unité Action fédérale reproduit le principe de la FSU, de la souveraineté des syndicats nationaux. Et moi, ce qui m'a beaucoup frappé, souvent c'est que y compris ça se retrouve à l'Ecole Emancipée. École Emancipée SNU, Ecole Emancipée SNES, ce n'est pas exactement la même chose, même s'il y a quand même un projet politique, si je peux employer ce terme, plus prégnant que dans Unité Action... Dans Unité Action où en plus, je dirais que les divisions de la gauche aboutissent à un vrai éclatement politique.

Pour faire une parenthèse sur Unité Action. On peut considérer que Unité Action avant, et y compris avant la crise de la FEN en 91 - 92, existe et c'est « relativement facile » puisque...

Oui, ça existe, parce que c'est l'opposition à la majorité fédérale.

Ça existe très fortement au moment de la scission, et de la construction de la FSU.

Oui, ça a joué un rôle très important au moment de la construction de la FSU, y compris à cause des relations avec l'Ecole Emancipée, mais aussi parce que ça sert de base à la construction du SNUipp puisque la base du SNUipp ; c'est d'abord Unité Action du SNI-PEGC.

Alors, après on peut dire ça se grippe immédiatement...

Peut-être pas immédiatement mais assez vite.

Assez vite parce qu'une fois au pouvoir, la première chose qu'il faut faire c'est de gérer la boutique et que ce n'est pas si simple.

Il faut gérer la FSU, les syndicats nationaux et articuler les deux. Et Unité Action n'a pas de place là-dedans, car la fédération est une fédération de syndicats nationaux. L'Ecole Emancipée a une place parce que dans l'équilibre global de la FSU, il a fallu lui faire une place, et la reconnaître en tant que telle.

Statutaire ?

Pas statutaire u sens premier du terme, parce que dans les statuts l'Ecole Emancipée n'est pas plus qu'Unité Action simplement les règles de répartition des sièges lui donnent un poids supérieur à ce qu'elle représente électoralement. Mais politiquement, l'Ecole Emancipée a une place, et une place importante, pas au même niveau que le SNES et le SNU. Mais a une place. Tandis qu'Unité Action où il y a déjà le SNES et le SNU, et les principaux syndicats... Quelle est la place d'Unité Action dans la FSU, et statutairement, et politiquement ? Statutairement, elle n'a pas de place ne serait-ce que parce que les règles font qu'il n'y a pratiquement pas de siège Unité Action au CDFN ou au BDFN. Politiquement, elle n'a pas de place ou très peu parce qu'il y a les syndicats nationaux, qui sont Unité Action.

Un syndicat comme le SNES a joué un rôle primordial forcément dans le processus à la scission etc. et la construction de quelque chose de nouveau, en essayant de jouer l'équilibre entre le syndical et le fait de dégager des militants pour aller bosser à la FSU. Tu en es un exemple. François Labroille aussi.

Oui, absolument.

François était dans quel secteur ?

Il était dans le secteur situation des personnels, mais il s'occupait en fait plus des questions... Mais il s'occupait plus des questions économiques et sociales, et notamment du dossier protection sociale. De fait, moi je m'occupais plutôt avec Michel Veylit du dossier fonction publique. Et lui s'occupait plutôt des dossiers protection sociale. Ce qui fait que François a joué un rôle très important lors du mouvement de 95 par exemple.

Et, à un moment donné cette volonté, enfin ce qui me semble une volonté du SNES, qui est portée et relativement réalisée, se grippe. Pourquoi ? Parce que le SNES est fondamentalement bousculé par Allègre de façon extrêmement importante ? Est-ce que c'est autre chose ?

Le SNES, je ne sais pas si on peut dire qu'il se grippe. 1) le SNES a toujours continué à fournir des militants à la FSU. Ce que je dirais, à la limite, c'est qu'à un moment donné, il s'est mis à fournir des militants qui étaient marginaux dans le SNES. C'est un peu mon cas. Et François à un moment donné s'est retrouvé dans cette situation. Mais il a toujours fourni : la FSU n'aurait pas fonctionné sans le SNES.

Donc le SNES, de ce point de vue, a toujours fait, j'allais dire son devoir. Il a toujours apporté à la FSU. La question est plus politique. Je dirais que dans la période Allègre, le SNES qui a à se défendre, d'une certaine manière pense qu'il va se défendre tout seul. Et je dirais à la limite ne compte peut-être pas tant que ça sur la FSU, ou du moins son souci, c'est que la FSU n'empêche pas de se défendre. Il y a toujours l'idée de... construire un rapport de forces, et donc d'utiliser la FSU. Mais, je pense que ce n'est pas la bataille première, enfin l'élément premier de la stratégie. C'est plutôt : on se défend second degré, parce que l'attaque est second degré. Alors après, il y a des dimensions sans doute personnelles. Toussnel m'a dit plusieurs fois, je ne sais pas s'il te l'a dit, qu'il avait poussé Monique à devenir cosecrétaire générale de la FSU, pour qu'elle s'intéresse enfin à la FSU. Il y a aussi sans doute cette dimension. Quelqu'un de l'envergure de Monique Vuailat, en tant que personne, elle s'était construite autour du SNES. Le SNES c'était elle pendant... Donc la FSU, c'est arrivé après. Elle en voyait l'intérêt, mais pour elle, le centre de gravité, ça a toujours été le SNES. Et donc à la limite, elle envoyait à la FSU ceux qu'elle ne voulait pas... François, elle ne voulait pas qu'il devienne secrétaire général du SNES.

Et lui non plus il n'a pas voulu ?

Il n'a pas voulu parce qu'elle ne voulait pas.

C'était pour ça ?

J'en suis convaincu. Alors il ne te le dira jamais. Il ne le te le dira jamais mais ma conviction c'est ça. Il ne s'est pas battu pour l'être. Il aurait pu se battre. Il ne s'est pas battu.

Pour moi vu, de l'endroit où j'étais, il a tout fait pour ne pas l'être... Et il a tout fait pour te pousser toi ?

Oui.

Il a préparé le terrain... A un moment donné, au moment où tu prends la parole au congrès en 2001 après ton élection, il était à deux pas de moi. Aux anges. On voyait que c'était son projet qui s'était réalisé.

C'est vrai, mais je pense aussi... 1) il n'a sans doute jamais voulu être en avant en termes de responsabilité. C'est quelque chose qui lui pesait sans doute à titre personnel pour partie. Mais ma conviction, c'est qu'il n'a pas voulu affronter Monique pour des tas de raisons, sur cette affaire. Il a senti que Monique ne voulait pas.

Et pour quelle raison ?

Pour quelle raison ? Je l'ai toujours vue fonctionner comme ça. Elle a toujours... promu des gens en disant : ça va être mon successeur. Et puis, elle les a écartés . Nombre de gens que j'ai vus partir comme ça, Rosette Spire, Véronique Gensac... Toujours. Elle a toujours fonctionné comme ça. Et tu vois, moi-même, je ne sais plus en quelle année Véronique Gensac avant de partir... me propose moi pour être secrétaire général du SNES. Ce que j'ai pris dans la gueule à ce moment-là je ne te dis pas. Et Monique m'a poussé vers la FSU. Ça relève de l'inconscient... Encore une fois pour François, je pense qu'il y avait à la fois le fait qu'il n'aime pas s'exposer, se mettre au premier rang, qu'il pense qu'il n'est pas un orateur. Lui, il aime bien aller au fond des dossiers etc., quand tu es numéro un d'une organisation, tu ne peux pas le faire. Mais il y a aussi le fait que Monique ne voulait pas. Donc, elle ne voulait peut-être pas, parce qu'elle lui trouvait ce défaut aussi, donc voilà... Dans toutes ces affaires... je ne dis pas que les personnes, c'est essentiel. Il y a d'abord les mouvements de fond liés aux professions, liés aux cultures syndicales, rapport de forces, mais il y a aussi des dimensions personnelles.

Bien sûr. Il y a aussi des dimensions... de déséquilibre inhérent à la construction de la FSU où, le SNES c'est quand même le premier syndicat de France.

Oui, absolument.

Avec un nombre d'adhérents absolument considérable. Même aujourd'hui avec la baisse des effectifs, c'est toujours le cas. Avec un appareil énorme. Et de ce point de vue, il aurait fallu en quelque sorte, mais je pense que ce n'est pas possible, pas simplement pour une personne mais pour un appareil, que le SNES accepte de se défaire d'une partie « de fait » de cet appareil que ce soient des militants, que ce soit...

Je suis totalement d'accord.

Une parenthèse tu vois ce matin, je suis venu travailler à l'IRHSES, et effectivement j'y trouve un nombre de choses absolument considérables, que je ne trouve pas à la FSU.

En termes de documentation etc. mais je veux dire, et je suis d'autant plus d'accord avec toi, que mon interprétation est assez simple. Du temps de la FEN, U&A avait besoin d'un appareil. L'appareil fédéral U&A, c'était essentiellement le SNES. Donc la FSU est créée. Le SNES ne se défait pas de cet appareil au profit de la FSU. Il se défait d'une petite partie de son appareil, mais pas de son appareil. Et je considère qu'aujourd'hui encore, il y a des tas de doublons. Il y a des questions par exemple des questions protection sociale, des questions transversales, la décentralisation, réforme de l'État.

Formation professionnelle.

Quels besoins est-ce qu'il y ait un secteur, au SNES qui travaille... Dont le responsable va ensuite à la FSU va faire la même chose.

En tout cas, on pourrait trouver une forme d'articulation syndicale - fédérale différente. Différente du doublon ?

Voilà c'est ça, et c'est un des vrais problèmes qu'on a globalement dans le débat fédéral/syndicat national... Enfin, en gros, la construction théorique, c'est le syndicat. Il débat. Il se donne des mandats. Et ensuite, il va avec ses mandats à la FSU où il les confronte aux autres. Et ça, ça ne marche pas bien. Ça coince. Parce que les syndicats ne sont pas à égalité en termes de capacités de construire ces mandats. Et c'est vrai que tant qu'on reste dans cette situation, ceux qui n'ont pas la capacité de construire les mandats chez eux, ils ne l'auront jamais, puisque qu'ils n'ont pas de lieu pour le construire. Et le SNUipp exemple a été dans cette situation, de ne pas avoir les moyens de construire ces mandats (je parle des mandats transversaux, pas de ceux relatif à son champ). Parce qu'une autre caractéristique du SNU, c'est un appareil national extrêmement réduit. Plus qui est marqué par leurs règles de tour de renouvellement ...

Pause -

De fait, on a abordé des questions qui renvoient à la suite, mais... après tu remettras dans l'ordre.

Ça n'a pas d'importance. Donc on a parlé des divergences. Sur les étudiants... Il y a toute une réforme de l'université, en particulier avec le LMD. Si Allègre réussit à se mettre à peu près en opposition avec les chercheurs (il y a même un mouvement assez fort etc.), mais, par contre, vu rétrospectivement le LMD, passe comme une lettre à la poste. Antoine Prost laisse entendre qu'il a eu des relations très étroites avec l'UNEF et, au fond, qu'il leur a vendu le plan social étudiant. Mais en même temps, pour mémoire, il y a toute l'histoire de la MNEF aussi pendant cette période-là (1998-99),... Donc, il y a une tentative de mouvement universitaire fin 1998, enfin étudiant mais excentré, pas à Paris, mais à Toulouse, à Montpellier..., dans les facs de lettres exclusivement. Mais rien ne se produit.

Enfin là, je suis moins certains de moi parce qu'à cette époque, je n'étais pas branché sur ces questions. Je n'ai pas de souvenirs très précis. Et je ne me rappelle même plus d'ailleurs quand a eu lieu la réunification de l'UNEF4 ?

En 2007, l'UNEF a accepté, enfin, je caricature un peu, mais en tout cas, n'a pas mené une bataille virulente contre la loi LRU, en échange de 1) pas de sélection à l'entrée du M1, et 2) une sélection M2. Et deux ou trois bricoles, dans l'intérêt des étudiants. Donc avec un mouvement étudiant pas très fort, ce n'est pas très difficile d'obtenir des accords. Et comme en face, tu as un mouvement d'enseignants chercheurs, où le syndicalisme est minoritaire, et a dû mal à mener des batailles, si tu regardes dans l'histoire récente, tu n'as pas beaucoup de réformes qui ne soient pas passées au bout de compte, qu'il s'agisse du LMD, de la réforme de 2007, ou de la réforme actuelle, et le grand mouvement de 2009 n'a eu que des résultats limités.

Oui. Mais mon interrogation, c'était que pendant trois ans ou presque, il y avait eu des mouvements extrêmement importants chez les profs, y compris dans le premier degré... Avec des particularités : je me souviens de ces manifestations où les profs du premier degré regardaient les profs du second degré, complètement médusés, tellement les profs du second degré étaient...

Dynamiques dans l'action.

Oui, et puis avec cette hargne qui était extraordinaire. Il y a eu les chercheurs, même si on n'en a moins parlé. Il y a eu deux mouvements ancrés sur le terrain, fort quand même en Seine-Saint-Denis, et puis...

Et puis dans le Gard.

Il y a eu les lycéens. Les lycéens, c'était en 98, en 99... Ce qui, en gros, infirmait complètement les mesures Allègre : jamais, les élèves ne se tournent contre les profs... Et les seuls qu'on ne voit pas, ce sont les étudiants.

⁴ En janvier 1999, l'Unef-ID et l'Unef-SE font liste commune aux élections de la MNEF. La nouvelle direction lance dans un plan de sauvetage de la mutuelle. Six mois plus tard, la mutuelle étudiante est mise sous tutelle. Cette liste commune est un premier pas vers la réunification des deux Unef. En avril 2000, le régime étudiant se trouve menacé (déficit et manœuvres politiques visant à le rapatrier vers le régime général). Finalement, avec le soutien des grandes mutuelles, de l'Unef-ID, de l'Unef-SE et de la FAGE, la MNEF est dissoute et une nouvelle mutuelle est créée, La mutuelle des étudiants (LMDE).

En juin 2000, les deux UNEF annoncent leur volonté de se réunifier, et font liste commune aux élections au CNESER. L'UNEF obtient ainsi la majorité absolue des élus. Le 24 juin 2001, une assemblée générale de l'Unef-ID et de l'Unef dite Solidarité étudiante à Paris aboutit à la fusion de l'Unef-ID et d'une minorité de l'Unef dite Solidarité étudiante. La majorité des AGE de l'Unef dite Solidarité étudiante, désormais disparue, refuse cette « réunification ».

Il y a effectivement eu la réforme LMD. Je ne sais pas si la réforme LMD était vécue par les étudiants comme un vrai recul. 1) Elle offrait la perspective d'une mobilité européenne. 2) D'une certaine manière, elle a ouvert la porte à la poursuite d'études. Quand tu regardes aujourd'hui la situation, qu'est-ce que mettent la plupart des étudiants comme objectif ? C'est le Master Et on peut dire ce qu'on veut sur le LMD, mais le LMD a permis ça. Pas encore le D, le doctorat, d'ailleurs. Et je pense que si on renvoie à la question de la réforme de l'État, je ne suis pas sûr que l'université était un gros enjeu. Mais c'est vrai, tu as raison, Allègre était ministre aussi de l'enseignement supérieur, et n'a pas suscité dans l'enseignement supérieur les mouvements qu'il a suscités dans ceux des enseignements scolaires. Il y a aussi d'une certaine manière les parents d'élèves. En Seine-Saint-Denis, c'est les parents d'élèves. Il y avait les élèves, les profs et les parents d'élèves.

Alors maintenant, sur la difficulté interne au SNES quant à la gestion de tout ce conflit, par rapport aux collègues. Quand on lit Prost, ou, dans un autre registre, Poupeau sur la Seine Saint Denis, l'accent est mis fortement sur les différents comités et coordinations qui se sont mis en place. Avec l'idée qu'à partir de 99, de toute façon le SNES perd la main, je caricature un peu, au profit de ces comités. Je pense que c'est complètement faux. Ne serait-ce que parce que la situation dans le 93 n'est pas la même qu'à Paris ; ou qu'il y a de grandes différences entre ce qu'il s'est passé à Paris et en régions... Le SNES a malgré tout réussi à garder un cap syndical...cf en particulier la lecture de l'US (dont la parution était alors très fréquente).

Je suis d'accord : 1) il y a un phénomène très parisien. 2) Je pense que la profession a vécu une telle commotion que c'est parti un peu dans tous les sens. Et y compris, il y a des accusations contre le SNES d'être trop mou avec Allègre, de composer avec Allègre. Les mêmes accusations aujourd'hui de certains avec Peillon. Et comme le SNES a du mal à définir une ligne, et à la tenir, parce que ça bouge tout le temps, parce qu'il faut tenir compte des rapports de forces... Donc il y a effectivement des mouvements, des collectifs qui se créent, plus ou moins éphémères. Je pense qu'il y a aussi des traditions locales, plus anciennes. En Seine-Saint-Denis, il y a une vieille implantation gauchiste. Ce serait intéressant, je n'ai pas vraiment le souvenir, de regarder ce qui s'est passé en 95 dans les mêmes endroits. Le SNES en a tenu compte et a, d'une certaine manière, composé avec. Enfin il faudrait demander à Bernard Boisseau parce que c'est lui qui était au cœur de tout ça en Seine-Saint-Denis, notamment. Alors certains lui reprochent, soit d'avoir trop composé, soit de ne pas avoir composé assez vite. Bon je crois qu'il a à peu près tenu la bonne ligne globalement. Et donc le SNES a composé, mais il n'a jamais perdu la maîtrise. Et derrière, quand on regarde toutes les actions, ce n'est pas les autres qui décident et le SNES qui court après. C'est plutôt l'inverse... Enfin les gens qui contestent le SNES, en même temps ont besoin du SNES

donc... les comités d'Henri IV etc., d'abord, c'étaient des gens du SNES. Pour moi, le SNES n'a jamais perdu la maîtrise. D'ailleurs s'il avait perdu la maîtrise, il aurait payé ensuite, et il n'a pas payé.

Ce qui est écrit dans ce genre d'ouvrage, c'est aussi que le SNES se radicalise. De mon point de vue, le SNES accompagne, et pousse à la mobilisation la plus générale des collègues...

Et il n'a pas besoin de pousser très fort parce que les collègues... s'il n'avait pas poussé, là ça lui aurait échappé. Enfin, ça peut être interprété en termes de radicalisation, mais enfin la radicalité est du côté d'Allègre. Elle n'est pas du côté du SNES.

Et du gouvernement d'ailleurs.

Du gouvernement. Et il pousse. Et le clivage que je trouve débile entre républicains et pédagogues, c'est d'abord un clivage créé par Allègre. Les gens qui se disent républicains face aux pédagogues, ils... Ces gens-là, ils répondent à ce qu'ils perçoivent comme une agression d'Allègre. Et je veux dire, c'est lui qui créé les Brighelli et Finkielkraut et ce genre de gens, d'une certaine manière.

Oui. Et, en même temps, quand tu regardes le parcours de Mérieu, c'est très différent... Entre 1998 et aujourd'hui, c'est le jour et la nuit.

Mais Mérieu, c'était assez extraordinaire. C'est peut-être la qualité des vrais chercheurs aussi que d'évoluer...

Quels sont les ressorts qui ont fait tenir Allègre si longtemps, c'est-à-dire presque trois ans ?

Bah ! Jospin. Ses relations avec Jospin.

Il n'a compris qu'en mars 2000 qu'il allait perdre la prochaine élection.

Et il a compris trop tard sans doute... Enfin, je ne vais pas dire que c'est les profs qui ont fait perdre Jospin. Je pense que c'est plus compliqué que ça, encore que comme ça s'est joué à un cheveu... Mais il y a aussi sa politique économique. Il y a aussi l'État ne peut pas tout etc. Je ne sais pas jusqu'à quel point Jospin était un fin politique.

Le SNES, et la FSU d'ailleurs, a cherché à intervenir un peu partout. Il y a eu plusieurs interventions auprès du PS... Comment se situe exactement le PC, au fond, à l'époque ?

Le PC relaye le SNES, globalement. Je crois... En tous cas, à un moment donné, comme tous les responsables PC de l'éducation sont aussi en même temps des responsables, soit du SNES, soit du SNI – PEGC éducation, soit du SNUipp. La courroie de transmission, elle fonctionne à l'envers. Les problèmes avec le PC, c'est avant. C'était l'époque de Juquin. Mais à ce moment-là le parti communiste, il ne pèse

plus grand-chose. Enfin Marie George Buffet, qui est ministre, ne contre pas Allègre. Voilà. En gros la démarche du parti communiste à cette époque, c'est : on est au gouvernement. On laisse faire Jospin contre un échange de quelques mesures, qui correspondent à ce qu'on souhaite.

Je me posais la question par rapport au PC des années 80, 82,83 et 84 aussi ; si tu te souviens, le PC avait un positionnement donneur de leçons si je résume au SNES sur justement.

En 97-98, toute l'équipe dirigeante du parti communiste, a changé. Juquin n'est plus là. C'était Robert Hue. C'est tout à fait autre chose. Je n'ai pas souvenir de quoi que ce soit, dans le SNES sur cette question, et notamment dans le secrétariat. Et en plus, le cordon est largement coupé. Il y a des dirigeants du SNES qui ont leur carte au parti communiste, mais ils ne sont plus dans les premiers responsables... Et ce n'est pas ce qui détermine leur position.

Autre question, sur la relation avec le mouvement social à l'époque... La caractéristique alors (je relisais ce matin les articles de presse) c'est que pour Jospin, tout va bien en quelque sorte. Ce qui est central, c'est la négociation de la RTT, avec les difficultés fortes, avec le CNPF... qui devient le Medef (1998). Donc, le moment Allègre, cela paraît comme un sujet à part, dont personne ne s'occupe, sauf les gens de l'Education Nationale, et puis à un moment donné effectivement, l'opinion publique bascule... Quand ? Je n'en sais rien. Prost dit que, l'opinion bascule dès décembre 98. Je ne sais pas.

Je crois qu'on était totalement à côté de ça, nous. Quand ça a commencé, on se préoccupait des retombées sur l'éducation, la fonction publique mais on n'a pas investi la question... Après 95, on était très investis dans les mouvements sociaux. Il y a eu les États généraux du mouvement social. Alors, c'était François (surtout) et moi qui nous occupions de cela... Mais quand Jospin arrive, tout ça... disparaît à peu près. Et on n'a pas beaucoup de relations avec la CGT à l'époque. Donc, on est très à côté de la RTT... Je suis sûr qu'il y a des motions de congrès du SNES, de la FSU qui en traitent, mais on n'a aucune intervention. On n'a aucune vraie possibilité d'intervention.

Partie 2- 2000-2010 – La FSU

Je vais commencer par te proposer « une chronologie FSU », qui a déjà fait l'objet d'un débat en équipe chantier Histoire, notamment entre Jean-Michel Drevon et moi, mais je pense que, au demeurant, on ne dit pas des choses différentes... Simplement, la différence d'appréciation vise à mieux... asseoir les choses. Ce qui est important pour le livre. Du point de vue du

développement de la FSU et de son rôle dans le paysage syndical, je vois les choses ainsi. Dynamisme rapide et immédiat (94 avec la manif Bayrou, et puis 95...)

À mon avis, c'est 95 qui nous pose vraiment dans le paysage...

Tout à fait.

... De manière incontestable, et qui nous pose dans les paysages comme la fédération de l'enseignement clairement, même si on est présents ailleurs, mais on est perçus essentiellement comme les enseignants.

Alors, une poussée donc une croissance, un dynamisme extrêmement important, à la lumière aussi de ce qui se passe en 95, cf l'importance pour le SNU de 95, etc. Pour moi, cela dure jusqu'à la période Allègre...

Oui,...

... le SNU continue à progresser. Le SNES aux élections, perd pas mal de points. (Une remarque : Prost met des résultats des élections qui ne sont pas les bons).

C'est-à-dire qu'il a dû prendre les résultats interministériels qui font tout le second degré.

Oui c'est ça.

Oui, mais comme les seuls publiés sont ceux-là...

Oui. Et à partir de là, les choses... bloquent un petit peu la FSU mais n'empêche son développement. Et puis, à partir de 2000, la FSU reste en quelque sorte là où elle est. Jean-Michel voyait les choses différemment, en s'appuyant sur le rôle important de la FSU en 2003. Je crois que ce n'est pas incompatible. En 2003, j'ai le souvenir à Marseille, que la FSU arrive enfin à parler à égalité avec la CGT. Mais elle fait ça sur sa lancée, et ce qu'elle a construit en 95, et dans les années qui ont suivi. C'est ma perception. Je termine sur la chronologie. A partir de là, je verrais que, entre 2001 et 2010, ou 2001 et 2007 (selon la durée que l'on choisira pour la publication du livre), la FSU est dans un certain équilibre mais avec une force importante, qu'elle a conçue si je puis dire avant, c'est-à-dire entre 93 et 97 pratiquement.

Enfin, en 2003, les enseignants et donc la FSU, sont moteurs du mouvement social. Et ça, ça change considérablement l'image de la FSU. Je ne parle pas en termes de nombre de syndiqués ou de représentativité, parce qu'il faut sans doute distinguer les deux. Et donc la FSU en 2003 a une image extrêmement positive, ce qui a des conséquences en termes de demande d'élargissement.

Il ne faut pas oublier cependant une chose en termes d'élargissement : le premier élargissement est intervenu avant, avec l'arrivée du SNU ANPE, c'est en 2001 que ça a été consacré. Je dirais la FSU a les apparences de la force. Est-ce qu'elle a la réalité de cette force ? C'est sans doute plus compliqué que ça, y compris parce que l'échec de 2003 pèse négativement. Mais en termes d'image, la FSU oui, apparaît comme une force. Moi, je l'ai vu médiatiquement. Entre 2001 et 2003, j'existais à peine. Ça a basculé en 2003. Alors là où c'est difficile à dire c'est : est-ce que cette apparition très forte sur la scène au-delà des rangs, à la limite de l'éducation, correspond à une vraie force ? Quand on regarde le nombre de syndiqués, quand on regarde la question de la représentativité, c'est moins évident. Parce qu'y compris à un moment donné, la progression du SNU se tasse. J'ai une position mi chèvre, mi chou par rapport à ça, parce que ça dépend ce qu'on entend par élan... Voilà. En termes d'image, et à la limite de dynamique interne. 2003... parce que si une partie des collègues ont reproché à la FSU de ne pas avoir appelé à la grève du bac etc., à l'interne, ce n'est pratiquement pas venu, sauf Emancipation... Tu vois, moi je me rappelle, après le mouvement, c'était début juillet, il y a la manifestation Gay Pride. J'y allais traditionnellement. Donc j'y vais. Et je me trouve avec Krivine, qui me dit : la FSU, on n'a rien à lui reprocher sur son attitude dans le mouvement. On avait appelé à la grève reconductible. On avait été effectivement moteur du mouvement. Enfin voilà. La LCR n'avait rien à redire. Les anars un peu, mais la LCR non. Et par rapport à l'opinion extérieure, la FSU avait une forme de prestige. Et ça, ça a abouti à ce que trois ans plus tard, quand il y a le mouvement sur le CPE, on est d'office intégrés dans l'intersyndicale...

Uniquement en 2006 donc ? Parce qu'en 2003 il y avait quand même bien des...

Oui. Oui. En 2003, très vite, on s'est retrouvés à quatre. 2006, c'est l'intersyndicale de tout le monde, et jusqu'au bout. Et moi, je me rappelle, j'étais présent... On était invités dès la première réunion de l'intersyndicale, alors que, quelques années avant, ça devait être entre 2003 et 2005, je m'en rappelle... un jour, Maryse Dumas m'appelle et me dit : on est en discussion avec FO sur une journée d'action qu'on propose. FO est d'accord pour y aller si la FSU y va. Ce qui était... intéressant... Enfin, ça c'était après 2003, j'en suis certain. Je ne sais plus en quelle année. Ça devait être 2004 ou 2005. Ça devait être plutôt en 2005 à mon avis. On est d'accord pour y aller si la FSU y va. C'est-à-dire, pour FO à ce moment-là, on est une force qui est capable de mobiliser, et donc d'apporter un renfort suffisant pour que ça vaille la peine d'y aller. Je dis que je vais consulter, mais que... s'il y a une action intersyndicale, a priori, on en sera, vu les mandats qu'on a, etc. Je dis : est-ce qu'on pourrait être signataire de l'appel commun ? Non. Non. FO ne veut pas que vous signiez l'appel commun. En 2006, la première réunion je crois, doit avoir lieu à FO, et on nous invite. Alors l'UNEF a joué un rôle dans cette affaire pour qu'on soit invités. Et

ensuite on est dans l'intersyndicale à chaque fois ... Et à partir de là, on va être présents. Enfin, notre présence n'est jamais plus mise en question. Alors que Solidaires au début, ils n'y sont pas. C'est après...

Et puis dans le truc symbolique... le symbole, c'est en 2006. Pour la première fois, il y a une réunion de l'intersyndicale interpro qui se tient dans les locaux de la FSU. C'était l'événement symbolique. Donc, ça a changé le regard que portaient sur nous les partenaires. Mais est-ce que ça a changé notre force ? C'est moins évident. Et en même temps le regard que portent les autres, c'est aussi un élément de la force donc... Voilà comment je dis de manière nuancée les choses.

D'accord. J'enchaîne de façon un peu différente, parce qu'il y a des choses qu'on a déjà abordées. Unité Action joue un rôle d'aiguillon au lendemain de 95, notamment dans les rencontres un peu informelles ou autres, dans le cadre de ce que tu évoquais tout à l'heure, avec les différents courants syndicaux, la gauche CFDT etc. Alors tout ça se discutait, se décidait en U&A ? en SNES ? Et puis, ça s'arrête quand Jospin arrive ?

Enfin ça s'arrête... Ça a dû se poursuivre, mais pas de manière visible et efficace. Enfin les États généraux du mouvement social, ça s'est arrêté. Ressay, qui rassemblait des syndicalistes divers de la gauche CFDT etc., ça continue. Mais il y a un élément qui a joué, c'est l'échec de Tous Ensemble⁵ dans la CFDT. On était très proches d'eux. Enfin, on était en contact régulier avec eux. Et voilà. Et ça, ça a d'une certaine manière sonné... un coup d'arrêt.

Dès que Jospin arrive au pouvoir, donc en 97, est-ce qu'il se produit la même chose que, d'une part en 81 - 82 avec la CFDT, ou que, aujourd'hui avec Hollande, c'est-à-dire que la CFDT est largement présente au niveau des ministères ?

Alors pour tout te dire, je ne me souviens pas. Autant je m'en souviens en 81. Il faudrait regarder tout de même quelle est la date du congrès CFDT, parce que la CFDT pendant un temps a été paralysée. Et donc, ça a peut-être joué par rapport à cette problématique. Mais en tout cas pour nous, le congrès et

⁵ Extraits des Echos 19/01/1999. « Le 44e Congrès de la CFDT (1999) a été celui de la revanche, pour Nicole Notat, qui avait essuyé, en mars 1995, un double désaveu des militants cédétistes : rejet du rapport d'activité et adoption d'un amendement demandant une loi-cadre sur les 32 heures. Il a marqué la réconciliation de la secrétaire générale avec les militants cédétistes et marginalisé l'association Tous ensemble, créée à la suite du mouvement social de novembre-décembre 1995. Les opposants à la ligne de Nicole Notat ont eu beau afficher leur volonté de conciliation au 44e Congrès, pointer les avancées de la confédération, notamment le rapprochement avec la CGT, rien n'y a fait. Au contraire, les discussions engagées avec la centrale de Louis Viannet les a privés d'un argument pour fédérer au-delà de leur cercle. Tous ensemble, né en juin 1996, en a tiré les conséquences ce week-end : l'association a décidé de se dissoudre. Dans le communiqué diffusé hier, ses membres constatent que « **la forme Tous ensemble a rempli une partie de ses objectifs mais [qu']elle est aujourd'hui inadaptée pour poursuivre [l']action** » et ont décidé de réfléchir à de nouvelles « **formes d'action** ». Les résultats de Lille leur laissaient-ils d'autres choix que celui de se saborder ? Une chose est sûre : la direction confédérale, traumatisée par Montpellier, a mené le congrès d'une main de maître (94 % des mandats y étaient représentés, un record). Cependant, le succès de Nicole Notat est aussi le résultat des erreurs de stratégie de son opposition. La CFDT a toujours eu une minorité remuante, mais, en se structurant, celle-ci s'est attiré les foudres de l'ensemble des organisations, y compris de celles qui restent critiques vis-à-vis de la direction confédérale. Tous ont condamné cette organisation en tendance. Dont acte, ont reconnu ce week-end les membres de l'association ».

l'échec de Tous Ensemble, ça a abouti à une forme de perte de liens, de perte d'espoirs qu'on avait, ce qui fait, que plus tard, en 2001, on a avancé l'idée du CLUI. Enfin, on a toujours à chaque congrès, eu une réflexion sur comment on peut construire quelque chose. Là, on s'est trouvés un peu démuni. C'est vrai que si Tous Ensemble avait gagné à la CFDT, ça aurait changé d'une manière fondamentale tout le paysage social. Donc là, ça n'a pas été le cas. Donc, je n'ai pas souvenir. Je ne sais pas si tu l'as prévu, mais ce serait bien que tu vois François aussi là-dessus. Enfin, la question que tu posais. J'ai l'esprit d'escalier... Je crois que René Mouriaux a dû parler de la période après 2001 comme des années de maturité à la FSU...

Comment tu qualifierais, toi ?

Une forme de stabilisation.

Avec un sens de pacification ?

Apaisée sans doute, apaisée à l'interne... Ah oui. Ça, c'est une évidence, y compris parce que le SNETAA est parti. Ce n'est pas seulement SNES – SNU. C'est aussi le départ du SNETAA.

C'était quand la date exacte ?

Si je me souviens. bien... il y a un jugement du tribunal nous donnant raison, c'était le 11 septembre 2001... Parce que je me souviens très bien, on nous annonce le résultat, et il y a Alain Cyrulnik qui vient dans mon bureau et me dit : regarde la télé. Il y a quelque chose qui se passe à New York. Et c'était... On avait prévu de sabler le champagne. Et, on a eu ça... Ça se fait dans l'année puisque, en gros, dans cette affaire-là, c'était Toussnel et Monique qui avaient bouclé les choses pendant le congrès de la Rochelle, avec un texte qui disait à peu près : soit le SNETAA applique les règles fédérales. Soit il se met dehors de lui-même. Et donc on a plus qu'à faire le constat. Et justement, c'était juridiquement... Enfin des gens comme Eugenio, comme Pierre avaient pensé que sur la base y compris des procès du congrès de la FEN qu'il fallait absolument que ce soit un congrès, pour la justice, que ce soit un congrès qui tranche. Donc, le congrès avait verrouillé. Il n'y avait plus de possibilité d'appréciation. Donc ça a été juste la mise en œuvre dans les formes d'une décision réellement prise au congrès. Voilà. Donc de fait, ce que je veux dire c'est que le départ du SNETAA était réglé au congrès. Voilà. Moi, en tant que secrétaire général, je n'ai plus qu'à... qu'à suivre ce que le congrès avait décidé. C'était particulièrement confortable de ce point de vue. Là où ça a été plus compliqué, ça a été la création d'un autre syndicat.

Alors maturité. Oui.

Oui, maturité, ça correspond assez. Maturité, en ceci que, y compris, la FSU apparaît à l'extérieur comme un syndicat majeur. Voilà.

Sur le plan du fédéral, qui me préoccupe... Dans le bouquin, il faudra parler des choses qui fâchent, donc parler du fédéral ; comme parler de l'Ecole Emancipée, ce qui est normal, surtout qu'ils ont la scission de l'EE... et aussi d'Unité Action... Quand j'ai parlé d'Unité Action, Jean-Michel, très spontanément, il disait : mais Unité Action, ça n'existait pas. Enfin, si ça existe, mais c'était Gérard.

Alors, c'était un peu plus compliqué. Non, moi je dirais que, Unité Action, c'était les syndicats nationaux. Et c'était essentiellement le SNES et le SNU. Il y avait un responsable d'Unité Action. Ça a été Roland Rouzeau notamment. Mais il était dans une situation extrêmement compliquée, difficile. Il était très difficile d'exprimer une position Unité Action indépendamment...enfin une position Unité Action fédérale. Quand il y avait un accord de tous les syndicats nationaux, ça marchait. Quand il n'y avait pas d'accord... D'ailleurs au moment du congrès de Perpignan 2004, au moment de l'élargissement, il n'y a pas eu de position Unité Action. Il ne pouvait pas y en avoir. Il y avait des syndicats Unité Action qui étaient contre... Pour moi, Unité Action, ce n'était pas Gérard, c'était les syndicats nationaux. Pour tout dire, quand il y avait une décision importante à prendre en urgence, je ne sais pas... Sarkozy demande à me voir en tête-à-tête. Est-ce que j'y vais ou pas ? Qu'est-ce que je faisais ? Je consultais le secrétaire général du SNES, le secrétaire général du SNUipp. Alors, quand il y avait plusieurs secrétaires généraux, la question était : où est le bon ? Mais on savait. Et je vérifiais auprès de l'Ecole Emancipée que ça ne faisait pas de problème. Quand tu avais cette configuration... Voilà. C'était bouclé. Alors, dans les instances, c'est plus compliqué que ça. Mais dans la vie de tous les jours, de secrétaire général de la FSU, tu as l'accord du SNES du SNU et... Et si c'est une question qui concerne un autre syndicat, du syndicat concerné plus... Soit l'accord, soit le non désaccord de l'Ecole Emancipée, ça passe. Enfin voilà. Tu n'as pas de problème.

D'ailleurs Bernadette avait essayé de continuer...

Oui mais bien sûr.

.Donc dans cette stabilisation, apaisement... il y a Perpignan.

Qui n'a pas été un moment de stabilisation.

Je te donne un point de vue. À Perpignan, certes, c'est l'élargissement qui est en cause, mais le problème c'est...

C'est le rapport avec la CGT.

C'est Unité Action, qui est fracturée en deux ensembles, et donc le rapport effectivement avec la CGT. Et au-delà, je vois la difficulté, l'incapacité d'Unité Action à imaginer ce que peut être un syndicalisme transformation sociale. C'est-à-dire que, quand on traite d'élargissement, on traite d'appareils. On va avec la CGT, pas avec la CGT etc. C'est frappant dans le débat sur l'élargissement à toutes les étapes, quel que soit le moment de l'étape. Avant tout une démarche d'appareils, qui est pensée indépendamment du projet.

Cela dit, je ne sais pas quel syndicat se réclamant de la transformation sociale aujourd'hui pense ce qu'est la transformation sociale. Pose la question à la CGT.

Justement. Pour moi, c'est ça le cœur. C'est-à-dire que de toute façon, cette fracture qui existe à l'intérieur d'Unité Action, c'est le même type en tout cas de fracture qu'il y a à l'intérieur de la CGT.

Moi j'ai souvent dit et écrit, je l'ai encore écrit dans le petit livre sur le syndicalisme, certains me l'ont reproché, que je ne pensais pas, de toute façon, qu'il y a deux blocs dans le syndicalisme. Je pense qu'il y a des types, des archétypes d'une certaine manière, mais qu'aucun n'existe à l'état pur dans la nature, qu'il y a toute une série de gradations. Et que, il est extrêmement difficile de dire où passe la différence, parce que y compris... tout syndicaliste est réformiste en ceci que le syndicat a besoin d'avoir des résultats. Regarde un syndicat comme le SNU Pôle Emploi...

Au congrès de Lille du SNES, j'avais fait une intervention en réunion Unité Action, je me souviens très bien... pour dire que par nature un syndicat est réformiste en expliquant etc. Je me rappelle m'être fait huer par une partie de la salle...dont les lillois.

Mais moi, je l'ai écrit. Et je l'ai même dit l'autre jour à une réunion des retraités, à l'assemblée générale des retraités du SNES. Parce qu'ils ont voulu me faire dire : est-ce que Hollande est socialiste, ou pas ? J'avais dit que je m'en foutais. Et que, à mon avis, la masse des Français, ce n'est pas leur problème. Leur problème c'est : qu'est-ce qu'on fait ? Bon. Quelques-uns des camarades retraités, et y compris des gens que j'ai connus comme secrétaire de S3, les pieds sur terre, pragmatiques, réformistes... Bon, je ferme la parenthèse. Donc, moi je suis d'accord avec ça. Je pense que la différence, elle est la différence dans le rapport entre actions et négociations, entre autres. Les moyens d'action. Enfin dans le rôle donné à la négociation par rapport à l'action. C'est plus là qu'il y a des différences donc... Ça, ce débat, on ne l'a pratiquement jamais eu dans Unité Action. Et on ne l'a pas vraiment dans la FSU.

Est-ce que tu ne penses pas que dans la période relativement récente, il y a de toute façon quelque chose qui est nouveau, qui est que face à la crise globale, sociale, enfin tout ce que tu veux, la nécessité aujourd'hui pour le syndicalisme (et d'autres, mais on parle du syndicalisme...), c'est d'inventer de toute façon quelles doivent être les alternatives etc. Et que c'est ça qu'on n'arrive pas à porter.

Et c'est d'inventer ... Enfin de s'inscrire dans un... c'est d'avoir un projet, mais qui ne doit pas s'inscrire dans le projet d'un autre. C'est ça tout le débat du rapport actuel entre le syndicalisme et le politique. Et c'est un débat mal résolu, et que... La CGT résout, en refusant maintenant et en disant : politique surtout pas. Alors que... Voilà.

Dans L'Humanité, il y a quelques mois, j'avais dit que je trouvais qu'on vivait une profonde crise... j'ai dû mettre, économique sociale et morale. Et je pense que cette crise morale traverse aussi le mouvement syndical, et les mouvements progressistes d'une manière générale. Enfin bref. Mais donc effectivement, le non-dit d'une bonne partie des débats c'était ça. Le projet derrière. Mais on retrouve ce non-dit dès la création de la FSU d'une certaine manière. La FSU, quand elle s'est créée, l'idée c'est : on ne crée pas quelque chose qui est destinée à vivre éternellement. C'est un choix de circonstance. Et on doit dire quelque chose, il faudrait vérifier dans les textes, mais mon souvenir, c'est qu'on dit : on est pour une forme, une démarche de réunification inédite. Le mot « inédit » je crois qu'il est présent dans les textes de Macon. Alors inédit, c'est en même temps, ne pas dire ce qu'il est. Ça n'a jamais été précisé, mais on peut aussi l'entendre comme, on ne dit pas. Et je pense que dans tous les débats, c'est quelque chose qui est en creux. Donc on parle de syndicalisme de transformation sociale, cette formule, elle permet peut-être de cacher le vide. Mais à Perpignan, le problème, c'est qu'en plus, ce n'était pas un choix construit à l'avance que celui de l'extension. C'est une réponse à des gens qui sont venus frapper à notre porte. Donc ça renforce... ce que tu dis. Non seulement, on ne savait pas où on allait, mais cette extension ne correspondait pas à un projet a priori. Il y a des gens qui sont venus frapper à la porte, et on a dit : on ne va pas les laisser dehors. Et on a dit : on ne va pas les laisser dehors pour plusieurs raisons en même temps. 1) parce qu'on ne voyait pas de perspective d'alliance avec d'autres. La CGT... Enfin, on n'avait aucune perspective. 2) On était très démunis sur la fonction publique parce que les enseignants c'est... une fonction publique très spécifique. Et dans la négociation, je ne parle pas en termes de représentativité, même si ça comptait, mais en termes de... de capacité de négocier, de capacité de construire des revendications et des analyses, on était très démunis. Donc l'idée ça a été de dire : puisque on a cette occasion, on la saisit, y compris pour pouvoir peser plus dans la fonction publique. Le problème ensuite, c'est que, on est restés à une implantation peau de chagrin. C'est-à-dire il n'y a pas eu d'extension. Donc ce projet au moins de fonction publique, il a peu de... de sens.

Peu de réalité.

Peu de réalité. Mais le débat au sein d'Unité Action, il est venu de quoi ? Alors qui est-ce qui était porteur de ça ? Le SNES était porteur de ça, avec des gens comme Bernard, Eugenio était aussi porteur de ça. Mais globalement, le SNES était porteur de ça. Le SNU, moi je me souviens, Eliane Lancette me dit souvent que c'était elle, le rapporteur au titre du SNU du texte.. Elle n'avait aucun mandat du SNU, enfin pas grand-chose. Etaient favorables à l'ouverture ... par exemple un syndicat comme le SNETAP qui voyait un intérêt, et là dans l'agriculture, ça a marché l'élargissement, parce qu'ils étaient isolés dans l'enseignement agricole. Ça leur a permis réellement d'avoir un poids au ministère de l'agriculture. Donc eux, ils étaient favorables. Des gens comme le SNU enfin ANPE Pôle Emploi, qui venaient de l'extérieur aussi. Enfin, ceux qui avaient la culture interprofessionnelle qui leur venait de la CFDT.

Les gens hostiles se combinaient en deux catégories je crois, enfin, deux types de raisons qui variaient selon le syndicat. Des raisons politico-syndicales. Le SNEP, comment dire, n'avait aucun intérêt dans l'affaire, ni dans un sens, ni dans l'autre selon moi. Mais le positionnement du SNEP était lié à l'engagement politique de ses dirigeants, et au fait que pour eux, la CGT était l'avenir de la FSU. Et donc il ne s'agissait de ne pas faire de mal à la CGT. Enfin je caricature un peu, mais...

C'était Lafontan.

C'était Jean Lafontan. Oui. Lui, c'était ça d'abord. Et c'était en même temps...l'idée : la force de la FSU, c'est l'angle éducation, donc ne nous dispersons pas. Et puis, il y avait des syndicats de plus petite taille, qui avaient une position confortable dans la FSU, parce que représentant les non-enseignants et donc qui même en ayant une petite taille, avaient du fait de leur spécificité ; un poids.

Qu'ils n'ont plus.

Qu'ils ont moins. Voilà. C'était le cas du SNASUB. C'était le cas du SNICS. Et troisième catégorie, tu avais l'UNATOS qui était hésitante, parce qu'une partie des gens qui allaient venir, allaient les concurrencer. C'était lié à la décentralisation. Et en même temps, ils voyaient l'intérêt de se renforcer parce qu'ils n'avaient aucune expérience dans la fonction publique territoriale, et donc que ça allait leur apporter cette expérience. Donc, il y avait tout ça dans le congrès. Et ça, ça faisait des débats dont il était très difficile de sortir, parce qu'il n'y avait pas de projet. Il n'y avait pas de projet en ceci que, l'adhésion n'était pas un projet préalable, c'était une réponse à une demande. Et le projet final, si je peux dire, de la FSU, l'utopie de la FSU, n'était pas bien défini. En tout cas, il n'y avait pas d'accord sur le contenu de cette utopie-là.

Moi, j'ai toujours vécu les choses donc depuis un lieu tout à fait particulier, les Bouches-du-Rhône. Et depuis 91 - 92 et aujourd'hui, sur la même orientation, avec en particulier l'idée d'être toujours volontaire pour élargir la FSU, dès le départ. J'ai vérifié sur les textes de congrès du 13. J'avais fait la liste pour les 20 ans de la FSU, quand on a fait le colloque. En 2004 en particulier, je suis rapporteur du thème avec Jean-François Longo. Et on écrit à tous les deux, et ça passe à 95 % au congrès, que la FSU ne choisit pas de devenir une confédération, en gros, sauf si on l'y contraint. Et la contrainte en fait, c'est la non-réponse de la CGT et tu te souviens, à l'époque, c'était tout à fait ça. Et tout le congrès est d'accord là-dessus, mais avec une volonté, à chaque étape, pas simplement d'attendre que des gens rentrent, mais d'aller les chercher.

Il n'y a jamais eu d'accord là-dessus au niveau national en tout cas.

Parce que par exemple, avec la gauche CFDT, il y a des liens qui se créent dans les années en 95 en fait et dans les années qui suivent. Et c'est comme ça que les gens du SNUCLIAS de là-bas choisissent de venir chez nous.

Mais je pense qu'il y avait une partie des sections départementales qui effectivement, étaient sur cette ligne, et qui correspondaient à des pratiques intersyndicales fortes, qui remontent à 95. Moi j'ai souvenir... après le mouvement de 95, j'étais allé faire deux ou trois stages dans des sections interdépartementales. Je me souviens être allé à Perpignan. Et j'avais rencontré là, des militants de la FSU des Pyrénées Orientales, qui racontaient les piquets de grève qu'ils avaient faits sur les routes au carrefour de la montagne avec des gens de la CGT etc., et pour eux, c'était un moment très fort de découverte de l'interprofessionnel, et de reconnaissance de la FSU en même temps. Donc, il y a une partie des sections départementales qui avaient ça. Mais c'est vrai que les sections départementales, elles ont un rôle dans les congrès, mais en dehors de ça, elles n'en ont pas. Donc, c'est un élément de complexification. Et, c'est vrai que moi, en tant que secrétaire général, le débat... c'était un débat au sein d'Unité Action, c'était en fait un débat entre les syndicats nationaux. Et un débat entre les syndicats nationaux, il n'était quasiment pas possible de trouver une position commune, enfin si, on a fini par trouver une position commune parce qu'il y avait une majorité suffisante pour que la minorité ne se mette pas dans une position de blocage. Voilà. Parce que l'Ecole Emancipée était très partisans de l'ouverture. Alors, j'ajoute un élément, c'est qu'une partie des gens qui étaient opposés à l'ouverture, pensaient que les gens de la CFDT qui allaient arriver, c'était la LCR, et que ça allait renforcer l'Ecole Emancipée. Ce qui n'a pas été vrai. Mais en même temps, ça n'a pas été vrai parce qu'une partie des dirigeants de ces syndicats ont rejoint Unité Action, pas tant sur les convictions idéologiques ou politiques, ne serait-ce parce qu'il n'y a pas d'idéologie Unité Action, mais par pragmatisme, parce qu'Unité Action était suffisamment large pour qu'ils puissent avoir leur entière liberté.

Alors donc il n'y a pas de projet au départ. Mais on en construit pas mal au fur et à mesure que l'évolution des choses se fait.

Je crois qu'on a essayé de construire... à chaque congrès de la FSU, on a essayé de construire...

Mais ce n'est pas un projet.

Ce n'est pas un projet. On a essayé de construire un mécano, quelque chose qui marchait, qui ne marchait pas. Je dirais le basculement décisif, c'est le congrès de Lille où là on dit clairement qu'il y a un projet de construire un nouvel outil. Et un moment où la CGT par le biais de Bernard Thibault nous dit clairement : on est d'accord pour avancer là-dessus. Alors le problème c'est que Bernard Thibault le dit, mais la CGT ne sait pas nécessairement que Bernard Thibault le dit, ce qui complique légèrement les choses.

C'est la raison pour laquelle moi je souhaiterais aller jusqu'en 2010, pour le livre ...

Oui. C'est vrai que le congrès de Marseille de ce point de vue n'a pas été... Si, le seul élément du congrès Marseille finalement, c'est Thibault qui vient pour la première fois dans un congrès FSU. Ce qui fait...

Ça prépare Lille.

Ça prépare Lille. Oui. Oui. Oui. Oui. Bien sûr.

Alors, ceci étant, ça me paraît être une des grandes faiblesses de la FSU, qu'on retrouve sur d'autres sujets aussi, de ne se préoccuper de questions fondamentales, par exemple l'élargissement, ou la formation des maîtres dont on parlait tout à l'heure... de ne s'en préoccuper véritablement sur le fond...

Que dans l'urgence...

Je dirais la chose suivante : c'est parce qu'il n'y a pas une tendance Unité Action qui...

Moi, je dirais que c'est parce qu'il n'y a pas assez de fédéral. Parce que dans quel lieu fédéral, cela peut-il se construire ? Je ne sais pas. Parce que les secteurs fédéraux...

Ils sont très cloisonnés.

... Sont très cloisonnés. Ils permettent...

Ils sont y compris cloisonnés les uns par rapport aux autres.

Oui. Et il n'y a pas de lieu véritablement fédéral, où puisse se construire une transversalité. Alors, la tendance pourrait être un lieu où se construit la transversalité mais comme la tendance U&A reproduit la FSU, ça ne se construit pas. Et alors, en même temps, c'est aussi parce que les syndicats... Enfin quel syndicat débat de ces questions ? Aucun.

Oui. Sauf le SNES.

Sauf le SNES et encore. Je dirais, il faudrait regarder dans le SNES jusqu'où va... Jusqu'où le débat imprègne le SNES. Ça ne descend pas très bas. Dans d'autres syndicats, ça n'atteint même pas la direction donc... Nationale. Et les sections départementales sont rarement le lieu de ce débat, y compris parce que là aussi... Enfin je pense globalement qu'aujourd'hui, il y a un déficit de fédéral, pas seulement sur ces questions, je veux dire. Moi je le vois bien je suis au Conseil Economique et Social, quand je mets... Enfin au CESER ça doit être la même chose, quand je demande un avis sur une question transversale, j'ai rarement un interlocuteur. . Ce n'est pas que les gens ne travaillent pas. Il n'y a personne qui soit véritablement investi sur ces sujets. Il y a sur le papier un groupe de travail d'alternatives économiques, il fonctionne peu et il me semble marginalisé. Donc là, c'est caricatural ... Enfin ça n'enlèverait pas grand-chose à la personne, à qui que ce soit que de contribuer à une réflexion et un travail sur la question d'alternatives économiques et sociales, qui sont du champ de personne... Mais globalement, je pense que l'appel à l'article 1 des statuts...

Qui oublie l'article 2.

... Oublie l'article 2, et ne se pose pas la question de : comment on articule les deux. La vraie question c'est : comment on articule du fédéral, de la mise en commun, et du respect des positions des syndicats nationaux. Alors souvent, ça s'articule par addition quand on peut additionner, mais pas par construction de quelque chose de nouveau. Et ça c'est une question enfin, qui traîne, qui n'a jamais été véritablement traitée, parce que sans doute personne ne veut la traiter. Pas plus l'Ecole Emancipée à mon avis, qui réclame du fédéralisme, mais qui réclame du fédéralisme contre les syndicats nationaux, au lieu de se poser la question : comment est-ce qu'on fait du fédéral avec les syndicats nationaux ? De temps en temps, quand tu discutes avec Jean-Michel, et il est conscient de ça... Voilà. Mais sa tendance non...

Alors deux choses. Il me paraît y avoir un premier problème, le pourquoi ça, ça ne marche pas... C'est que, les statuts étant ce qu'ils sont... A un moment donné, quand on fonde la FSU, il fallait des statuts...

C'est une construction de circonstance.

De circonstance pour que tout le monde se rassemble.

Voilà. Et pour ne pas faire comme la FEN... Pour faire une FEN qui ne soit pas la FEN en termes de fonctionnement. Voilà.

Mais ensuite, on sait que les statuts, qui ont des aspects positifs et des aspects négatifs, mais notamment un aspect positif qui est un article 1 et un article 2, dans le fonctionnement, ne correspondent jamais à l'épure de la pensée initiale, puisque dans le fonctionnement, il y a eu un recentrage sur l'article 1, en oubliant en gros, l'article 2, ce qui est d'autant plus fort me semble-t-il que le syndicalisme en général, et le nôtre en particulier, est percuté et doit se défendre pied à pied... et n'arrive pas à se projeter... J'ai été frappée à la relecture des US. Donc il y a le congrès de 1999, puis les élections qui ont lieu en juin et six secrétaires généraux au SNES... Tout de suite après la rentrée, la formule de l'US change. Ça m'avait complètement échappé dans la chronologie...

Moi aussi.

Ce qui est frappant, dans les années qui précèdent, il y avait des US très détaillées, mais c'étaient des US toutes les semaines...

Ah oui ! je me rappelle les anciennes US.

Des grosses US etc. Et puis, tout d'un coup, tu passes à une US brève, puis à l'US vague. Avec 6 SG... Notre section académique s'était prononcée contre le co-secrétariat à 6...

Je pense qu'il y avait un bon paquet de sections académiques qui étaient contre en fait.

Tout à fait.

Et d'ailleurs, le résultat, c'est qu'il ne va y en avoir plus que deux la prochaine fois. Mais au prochain congrès, il n'y en aura plus qu'un ou une.

Tu crois ?

Je prends des paris.

On était parti sur l'idée que le fonctionnement du SNES se grippe. En termes de projet.

Par rapport à la FSU. 1) je me suis aperçu que la plupart des militants notamment, S3, notamment ceux qui font les commissions paritaires etc., ignorent ce qu'est la FSU. C'est un corps étranger. Mais dans les bureaux ici, aussi. C'est un autre monde. C'est complètement ignoré. Alors, le fait qu'il n'y ait plus de

secrétaire général venant du SNES à mon avis, accentue ça, parce qu'il y a des représentations, même si Bernadette a plutôt une bonne image, je pense.

Par ailleurs, un des éléments de déséquilibre, c'est que le SNES, où ce sont toujours les S3 qui jouent un rôle décisif, alors que, dans la FSU, le niveau régional n'est pas le niveau important. Enfin, je n'ai pas besoin de te faire de dessin là-dessus. Donc, je pense que ça contribue à cet aspect-là. Le décalage entre : où sont les militants et l'endroit où est la FSU. Et souvent, ce que j'ai remarqué, c'est dans les SD le SNU un peu moins mais parfois aussi, qui est-ce qu'on met à la responsabilité de la section départementale ? Souvent quelqu'un qui se trouve de fait marginalisé par rapport au centre de gravité de son syndicat. Et ça n'aide pas évidemment à cette vision... Les structures ont tendance à se reproduire, même quand elles sont démocratiques... J'étais allé à Lyon pour l'AG des retraités. Après, j'ai dîné avec Daniel qui était là. Enfin, il y avait tout le monde, mais de fait je me suis retrouvé avec Daniel et les deux responsables du S3 du SNES. J'avais un jeune, dont je ne sais plus le nom, qui a l'air sympa et pas mal mais... il ne connaît pas la FSU. À Marseille, vous n'êtes pas dans cette situation.

Non.

Alors cela dit, en général, la section départementale FSU du siège du S3 est plus connue des S3, mais quand tu as des départements... Enfin je ne sais pas comme la Lozère ou dans l'académie de Toulouse etc., c'est deux mondes très différents. Enfin bon bref. Ça joue dans cette incapacité de penser le fédéral en articulation avec les syndicats nationaux. Tu me diras, le SNU qui est organisé départementalement, ne pense pas beaucoup mieux. Mais je pense que dans le SNU, le problème, il vient du décalage entre le national et les départements. En gros, je caricature un peu. Ils votent dans des conseils nationaux des positions, et après chacun revenu chez lui, il fait comme il veut.. Un des problèmes avec la manière dont ils se sont positionnés sur la question des rythmes scolaires, à mon avis, vient de ça. Mais c'est le même phénomène que ce qu'on évoquait pour le SNES avec la déconcentration du mouvement. Ce n'est pas au même niveau, mais c'est le même type de phénomène selon moi.

Une réflexion que je faisais à Jean-Michel Drevon puisque la partie fédéralisme, on va le travailler tous les deux... Je disais l'Ecole Emancipée représente le fédéral, ce qui n'est pas faux.

C'est-à-dire représente le fédéral, parce qu'elle ne peut pas représenter les syndicats nationaux. Et ils se sont donné les moyens, par exemple d'avoir une circulation de l'information, ce qu'on n'a pas. Je veux dire qu'Unité Action a été incapable de se donner ça...

Ça en dit long, effectivement... Un autre élément ... Tout ce que tu viens de dire, tout ce qu'on peut dire sur le fédéral, c'est parfaitement vrai : qu'il ne fonctionne pas, pour faire court. Ceci étant, quand on regarde comment fonctionne la CGT pour bâtir...

Ce n'est pas mieux.

Ce n'est pas mieux. Or, c'est une confédération, dont le principe même dans la théorie, on pourrait dire, est de construire l'intérêt général précisément... Mais leurs structures... très anciennes, ne fabriquent pas véritablement du fédéral, et du confédéral, sur toute une série de sujets...

Et moi, je me rappelle d'avoir discuté en off avec Bernard Thibault, qui disait que, un des enjeux pour la CGT, c'était notamment de faire face aux nouvelles formes du salariat avec de la sous-traitance etc., et que le type d'organisation qu'ils ont laissé des pans entiers du salariat de côté. Je sais que lui avait voulu faire bouger les choses, notamment au travers le système des cotisations. Et ça a été extrêmement compliqué. Simplement la différence, si je puis dire, c'est que la CGT, le bureau confédéral, il est capable de prendre des positions au plan interprofessionnel... enfin, de manière relativement autonome. Il y a une direction qui a été élue avec des équilibres divers etc. ; tandis que la FSU, sur un certain nombre de choses, on ne peut pas. Le débat sur la non-signature de l'accord sur la précarité, ce ne sont pas les tendances. Ce sont les syndicats nationaux. Le mode de fonctionnement de la CGT les met partiellement à l'abri de ça.

À condition qu'il y ait un secrétaire général qui ait une relative autorité.

Voilà. C'est ça. Et encore, on sait bien que Thibault a été mis en minorité sur le traité européen et sur sa succession... Mais quand même, la CGT est capable de prendre des positions, je dirais, non pas indépendamment de ses fédérations et de ses syndicats mais... de façon plus autonome, et y compris avec le désaccord d'une partie de ses fédérations. Ce n'est pas une source de blocage, tandis que la FSU, à partir du moment où il y a une partie significative, et elle ne va pas loin cette partie significative, de syndicats, plus de courants de pensée, mais d'abord de syndicats en désaccord, la FSU est paralysée sur la question. Mais en même temps, il y a plus d'unité dans la FSU, qu'il y a d'unité dans la CGT, selon moi. En gros, l'Union Départementale des Bouches-du-Rhône, ça n'existe pas.

Mais la CGT est incapable de travailler un certain nombre de sujets, de façon large, tels que, en tout cas, le nécessiteraient les besoins du syndicalisme aujourd'hui.

Oui.

On ne peut pas dire qu'ils ne le font pas, ce n'est pas ce que je veux dire. Ils ont fait le nouveau statut du salariat.

Ils ont un appareil confédéral ...

Oui, avec des salariés qu'ils payent, comme toutes les confédérations...

C'est ça.

Donc, il y a un certain nombre de choses qui sont faites, mais ça n'irrigue pas vraiment parce qu'il y a des blocages. Notamment des fédérations. Et c'est un vrai problème. Alors ceux qui semblent avoir assez « bien réussi » (pour moi, ce n'est pas une réussite), c'est la CFDT, mais ils ont fabriqué du confédéral avec des experts, et en épurant à l'interne.

Absolument.

Je proposais, dans le chantier Histoire, que de temps en temps sur un sujet, par exemple, la construction du fédéral, ou du confédéral, peu importe, on fasse venir un chercheur, en lui posant une problématique... On a vraiment besoin d'avis extérieurs.

Je pense que ça pourrait être intéressant en regardant y compris avec ce qui se fait dans quelques pays étrangers, avec des formes de syndicalisme différentes. L'Allemagne, évidemment. La Belgique...

Sur un tout autre point. Pendant que tu étais secrétaire général, il y a eu toute une réflexion, entre les congrès de Perpignan (2004) et de Marseille (2007), sur des secrétaires généraux adjoints. Et cela a achoppé comme tu le sais sur : un SG homogène, ou hétérogène ? L'EE était bien sûr pour un SG hétérogène, et le SNES pour un SG homogène (respectant les résultats des élections internes). Précisons que UA-SNES était en fait sur le sujet divisé, et son congrès a tranché négativement. EE refusant un SG homogène, il n'y avait pas de solution. L'autre solution, que les syndicats fassent l'effort nécessaire pour fournir les militants nécessaires à la FSU, ne changeait rien à un problème majeur : les petits syndicats n'ont pas cette possibilité, et pour les plus gros, on peut observer par exemple que si le SNES a toujours fourni à la FSU de nombreux militants, il y a un vrai problème pour le militant qui doit militer à la fois au SNES et à la FSU... Ou encore, qui, en tant que tel, n'est jamais dans les instances de direction (BDFN).

Alors on avait aussi envisagé de tourner la difficulté en ayant quelqu'un au titre d'un syndicat national, qui soit Ecole Emancipée. C'était une des idées. Le problème, c'est que la plupart des syndicats dirigés de fait par l'Ecole Emancipée, s'affichent comme sans tendance. Donc, tu ne peux pas les obliger à dire : je suis là au titre de l'EE... Enfin, ce n'est pas seulement que l'Ecole Emancipée ne veut pas, c'est aussi

que les tendances organisées n'existent de fait que dans une poignée de syndicats : le SNES, le SNU, le SNESUP, le SNEP. Une solution aurait été que le SNU soit représenté par sa secrétaire ou son secrétaire général au titre de l'EE. Ce n'est pas jouable. Et tu peux tourner tant que tu veux, il n'y a pas de solution. Mais, je trouve que cette situation de fait n'a jamais empêché l'Ecole Emancipée de jouer un rôle dans la fédération.

Oui, de fait oui.

Et Jean-Michel dit qu'il était le vrai secrétaire général adjoint. Je pense que c'est plus compliqué que ça. Je pense qu'il y avait trois personnes autour de moi : le secrétaire général du SNES, le secrétaire général du SNUipp, et Jean-Michel. Avec, comme je l'ai dit tout à l'heure, sans doute pas la même importance.

Pas la même fonction.

Pas la même fonction. Mais... donc dans les faits, l'Ecole Emancipée est dans la direction de la FSU.

Après, ça dépend des individus aussi.

Après ça dépend, des individus. Donc... Je pense qu'à un moment donné dans une direction syndicale, il faut avoir des considérations sur les gens. Enfin, tu ne peux pas faire comme si chacun se vaut en termes d'individus. Même si je suis contre l'idéologie des dons. Je pense qu'il y a tout de même des gens plus intelligents que d'autres, ou en tout cas qui dans un contexte donné sont plus intelligents que d'autres. Je dis les choses prudemment. Qui ont un type de culture, un passé, une histoire, un vécu personnel qui fait qu'ils sont plus ou moins bien dans telle ou telle situation. C'est la vie, si je peux dire. Pour revenir à mon propos, de fait, il y a toujours eu une direction où l'Ecole Emancipée était présente. Et, en même temps l'absence de gens ayant le titre de secrétaires généraux adjoints, ou membres de secrétariat etc. ... fait que c'est toujours très pénible pour le secrétaire général parce que c'est lui qui doit trancher et qui doit être partout. Mais je m'aperçois que ça s'est aggravé, parce que là, la gauche est au pouvoir, enfin la gauche... : 1) Hollande associe la FSU aux concertations etc. Pas à la même heure que les autres nécessairement mais... Et 2) on discute dans tous les coins, dans tous les ministères, même si c'est pour aboutir à rien, il y a de la discussion. Et au plan intersyndical, la CFDT par exemple, maintenant, a reconnu la légitimité de la FSU comme interlocuteur. Bernadette a rencontré Berger. Elle voit assez régulièrement Marcel Grignard. Mais tout ça, ça retombe sur elle. Elle n'a plus un moment de libre. Elle n'a plus un moment pour penser. C'est un vrai problème. Et puis il y a un certain nombre de dossiers qui ne sont traités par personne, parce qu'on est toujours dans la structuration des secteurs.

Ça, c'est un vrai problème.

La création de quatre secrétaires fédéraux, qui sont dans une situation d'extra-territorialité par rapport à leur syndicat, enfin je veux dire, le rôle d'Anne Feray (SNES), de Michel Fouquet qui vient du SNEP. Je crois qu'il doit y avoir Noël Daucé. Et Laurent Zappi au titre de l'Ecole Emancipée, ce qui a été le compromis qui est sorti de Lille (2010), aide un peu... Dans le secteur éducatif, Michel Fouquet assure un vrai rôle de coordination. C'est quelqu'un de sérieux, de sympa, qui a beaucoup de qualités. Donc, ça améliore un peu, mais pour toutes les grandes questions politiques, ça fonctionne comme avant. Si Bernadette va voir Peillon en tête-à-tête, elle en parle au SNES et au SNUipp, et éventuellement à l'Ecole Emancipée.

Bon, en fait, nous avons fait un grand plongeon à vrai dire...

Tu vois, tu m'as rafraîchi la mémoire parce qu'en termes de chronologie, heureusement que je n'aurais jamais à écrire mes mémoires, parce que je n'ai jamais pris de notes. Je n'ai pas d'archives. Tu vois, je sais à peu près l'ordre des événements, à peu près, mais mettre des dates, ce n'est pas toujours facile.

Mon idée, pour la problématique du bouquin, c'est qu'il faut se poser la question, pour l'époque 97 - 2007 ou 2010, de l'ensemble des problèmes qui percutent aujourd'hui le syndicalisme, qui ne sont pas des problèmes ni conjoncturels, ni à court terme, mais qui sont toutes les questions de la construction d'un vrai état de syndicalisme...

Mais je pense que les questions existaient dès la création de la FSU, mais elles ont été masquées par la dynamique de la création. Quand tu construis, tu ne te poses pas ces questions, et surtout quand tu construis en réussissant. Ce qui a été le cas de la FSU. Donc, tu as toute une série de questions que tu peux évacuer parce que c'est pour... plus tard. C'est pour la fin du monde, ces questions.

Enfin tu vois ce genre de choses mériterait qu'on puisse dire : stop. On arrête tout pendant quelques mois. Tout le monde se rassemble, et essaye de discuter, et de construire des solutions. Ça, c'est en rêve.

Annexe 1 : Un rapport du Plan conteste l'opportunité d'une hausse des effectifs de la fonction publique

VIRGINIE MALINGRE, Le Monde, 24 mars 2000.

LIONEL JOSPIN, depuis qu'il est à Matignon, a toujours préconisé le principe de stabilité des effectifs civils de la fonction publique. Les événements des derniers jours - le gel des suppressions d'emplois au ministère des finances, notamment - marquent une rupture par rapport à cette doctrine, qui, comme l'a reconnu le premier ministre sur RTL, mercredi 22 mars, peut « évoluer ».

Intitulé « Fonctions publiques : enjeux et stratégie pour le renouvellement », le rapport qu'ont réalisé, sous l'égide du Plan, Bernard Cieutat, conseiller maître à la Cour des comptes, et Nicolas Tenzer, chef du service de l'évaluation et de la modernisation de l'Etat au Commissariat général du Plan, publié jeudi 23 mars, incite pourtant à prendre une autre direction. D'ici à la fin 2012, environ 45 % des agents en fonction dans les administrations civiles de l'Etat - soit 807 000 personnes - seront partis à la retraite. Ces départs en masse « constituent une opportunité historique de changement qui ne se renouvellera pas de sitôt. Ils doivent permettre, s'ils sont convenablement gérés et anticipés, de mieux prendre en compte l'adéquation du nombre des agents, des compétences et des missions », lit-on dans le rapport.

Les auteurs notent qu'une stabilisation des effectifs de l'Etat ferait passer la masse salariale et les pensions des agents de 509,4 milliards de francs (77,66 milliards d'euros) en 2000 à 624,8 milliards de francs (95,25 milliards d'euros) en 2010, soit un surcoût budgétaire de 115,4 milliards de francs (17,59 milliards d'euros). Une évolution qui ne faciliterait pas la maîtrise des dépenses publiques et la baisse des prélèvements obligatoires. En stabilisant les recrutements au niveau actuel (un peu plus de 56 000 par an), le surcoût budgétaire serait de 73,8 milliards de francs (11,25 milliards d'euros). « Il faut d'abord définir les missions que l'Etat doit assumer à moyen terme, ministère par ministère, fonction par fonction, région par région », estime M. Tenzer. Est-il légitime, aujourd'hui, que le Trésor public distribue des produits financiers ? Ou qu'au ministère de la défense il y ait des services budgétaires et des états-majors en doublon, pour les armées et la délégation générale à l'armement ? La carte des sous-préfectures est-elle adaptée aux besoins actuels ? Autant de questions auxquelles il faudra répondre pour définir clairement les besoins des fonctions publiques, aussi bien en termes d'effectifs que de qualifications.

L'Etat doit aussi avoir conscience qu'il aura du mal à recruter du personnel qualifié dans les années qui viennent, compte tenu des évolutions démographiques prévisibles. Il entrera, en tant qu'employeur, directement en concurrence avec le secteur privé. S'il veut rester attractif, il lui faudra donc offrir à ses agents des carrières intéressantes. Or l'état des lieux que dresse le rapport sur les perspectives de carrière des fonctionnaires, et notamment de l'encadrement, n'est pas brillant. « Entre 35 et 45 ans, un cadre est vite bloqué : la pyramide démographique de la fonction publique ne lui laisse que peu de possibilités d'évolution », développe M. Tenzer.

La mobilité des fonctionnaires, qu'elle soit fonctionnelle ou géographique, n'est pas favorisée, et ce à tous les niveaux. Un véritable corporatisme empêche quasiment, par exemple, un fonctionnaire du Trésor, au ministère des finances, de poursuivre sa carrière à la direction du budget. La formation continue ne permet pas de réelle reconversion, les emplois précaires se multiplient et la fonction publique ne joue plus son rôle d'ascenseur social.

Les auteurs du rapport font donc une série de propositions pour remédier à ces dysfonctionnements. « On pourrait réserver un certain pourcentage des emplois d'une administration à des fonctionnaires qui n'en sont pas originaires », développe M. Tenzer. Le rapport préconise aussi une transparence accrue dans la nomination des fonctionnaires de l'encadrement supérieur, aujourd'hui aux mains du seul pouvoir politique : il imagine la publication de tous les postes avant qu'ils ne se libèrent et la mise en place d'une commission indépendante qui auditionnerait les candidats et remettrait son avis au

ministre compétent. Il envisage également de proscrire la nomination à ces postes des anciens membres de cabinets ministériels. Enfin, pour décloisonner la haute administration, les auteurs du rapport proposent, purement et simplement, de supprimer le concours de sortie de l'ENA, et le principe d'affectation à des grands corps...

VIRGINIE MALINGRE

Consulter le Rapport du Commissariat au Plan 2000

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/004000956.pdf>

Consulter la contribution de la FSU : p 130 à 133 du rapport.

Annexe 2 : Un rapport du Plan sur "l'efficacité de l'Etat" La commission de Closets préconise "la réforme au quotidien" de l'administration

Le Monde, 03 octobre 1989

M. François de Closets a présenté, lundi 2 octobre, le rapport de la commission du Plan qu'il présidait, consacré à "l'efficacité de l'Etat". Ce document, qui préconise "la réforme au quotidien" devrait alimenter la réflexion du gouvernement dans son projet de modernisation de l'administration.

"De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace". Sans doute est-ce cette formule historique qui a inspiré M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat chargé du Plan, lorsqu'il a confié à M. François de Closets, journaliste et directeur des affaires économiques à TF 1, mais surtout grand pourfendeur de bureaucraties et d'idées reçues, la présidence de la commission "efficacité de l'Etat", dans le cadre du Xe Plan (1). On imagine les réactions des syndicats et des fonctionnaires si ce rapport, publié lundi 2 octobre, avait repris les refrains de son célèbre Toujours plus. Le risque était d'autant plus grand que, comme le souligne M. de Closets, dans son avant-propos personnel, au sujet de l'administration, "toute velléité de réforme fait alors planer le soupçon du sacrilège".

Le rapport ne sera pas porté au pinacle par les fonctionnaires, mais il ne sera pas davantage l'objet d'excommunication... Présentant cinquante recommandations, il se réclame d'un pragmatisme de bon aloi et propose _ habilement et brillamment _ le "parti de la réforme au quotidien". En fait, il s'inscrit dans la même logique que la circulaire de M. Rocard du 23 février dernier sur le revenu du service public, en contournant au passage le maximum d'écueils idéologiques. Au demeurant, la commission ne se retrouve pas unanimement dans ce rapport à la fois approuvé par le CNPF, rejeté par la CGT et très critiqué par FO, qui développe la conviction que seule la réforme au quotidien peut "fonder une nouvelle légitimité de l'Etat" et "satisfaire les aspirations des agents publics comme celles des citoyens". " Crise de légitimité "

D'emblée pourtant, dans son avant-propos, M. de Closets annonce la couleur : " On ne peut davantage demander à une administration de guider la modernisation du pays alors qu'elle ne vient pas à bout de la sienne. Les agents de l'Etat doivent être les artisans de l'avenir. ". L'Etat est présenté, une fois encore, miné par ses rigidités et ses dysfonctionnements. Si une rénovation aussi " hardie " que " vigoureuse " n'est pas entreprise, il est menacé de " dépérissement ", ce qui le condamnerait à " se replier sur ses seules vocations régaliennes ". Pour conjurer ce scénario-catastrophe et en même temps préparer la mutation européenne de 1993, la commission fait donc de la modernisation de l'Etat une ambition.

Au passage, le rapport dresse un certain nombre de constats. Il observe ainsi que le milliard et demi de francs consacré depuis 1987 à de nouvelles implantations informatiques n'a pas produit

exactement les résultats escomptés sur les effectifs. Cet investissement devait " dégager un surcroit de productivité équivalant à six mille six cents emplois annuels ". Or, " les effectifs de l'administration ont augmenté de 4,8 % entre 1980 et 1989 ". Quant aux 2,6 millions d'agents de l'Etat _ sa " vraie richesse ", _ surqualifiés, sous-employés, souvent déçus, ils sont présentés à la fois comme un " vivier d'aspirations bloquées" et une "mine inexploitée" de possibilités intellectuelles. Pourtant, le rapport de Closets les présente aussi comme étant "sans doute avides d'efficacité concrète, fortement motivés et prêts à s'impliquer dans une cause qui les arracherait à de mornes routines".

Les simplismes, comme les approches idéologiques, sont balayés par la commission, qui juge "stérile" le débat sur "la frontière idéale entre sphère publique et sphère privée". Mieux faire pour l'Etat, ce n'est ni "faire moins" ni "faire davantage", c'est plutôt "examiner quelle dose de mécanismes de marché et quelle quantité d'obligations de service public procureront au moindre coût le maximum d'utilité aux administrés, d'efficacité aux administrants".

Pas question non plus de revoir les principes de légalité, d'égalité et de neutralité qui fondent le service public, mais de mieux veiller à leur application qui, elle, est en crise. Pas question, enfin, de liquider le statut de la fonction publique _ qui peut même être "un atout précieux dans l'effort de modernisation" _ ou la sacro-sainte sécurité de l'emploi. Mais "si la garantie de l'emploi doit être préservée, la multitude des corps existant dans la fonction publique est, en revanche, à remettre en cause".

Afin d'"installer la modernisation au coeur de la vie administrative", le rapport, qui met en garde contre toute opération "parachutée d'en haut", préconise une multiplication des " projets de service ", pouvant déboucher sur des " contrats d'objectifs " annuels ou pluriannuels, et la création d'une " délégation aux réformes " qui serait, auprès du premier ministre, " une structure légère et permanente d'orientation, d'impulsion et de suivi de la modernisation ". Cette démarche, à la fois expérimentale, différenciée et négociée, doit permettre aux fonctionnaires d'avoir davantage de responsabilités, mais à condition qu'un contrôle garantisse " le devoir de rendre compte : " De nouvelles procédures de décision et d'évaluation devront respecter des principes clairs et équitables pour apprécier les résultats de l'action administrative ".

Une relation de partenariat

Le rapport de Closets propose également de " passer d'une relation d'assujettissement des citoyens à une relation de partenariat adaptée aux besoins de chaque service ". Le partenaire-usager devrait bénéficier d'horaires d'ouverture des services adaptés à ses besoins et plus globalement de la continuité du service public : " Les citoyens ont droit à la continuité des services publics. Les agents des services disposent du droit de grève. Un droit n'est pas moins légitime qu'un autre. "